

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 01 76 20 00.
Ceux-ci sont payables d'avance, par mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville
Compte courant CDC N° 1150000915, Centre de Libreville.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

SPECIAL

COUR CONSTITUTIONNELLE

Décision n°009/CC du 16 mars 2022 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant au contrôle de constitutionnalité de la loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022.....1

PARLEMENT

Loi n°031/2021 du 23 mars 2022 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022.....2

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0095/PR du 23 mars 2022 portant promulgation de la loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022.....62

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE**COUR CONSTITUTIONNELLE**

Décision n°009/CC du 16 mars 2022 relative à la requête présentée par le Premier Ministre tendant au contrôle de constitutionnalité de la loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS ;
LA COUR CONSTITUTIONNELLE ;

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 15 février 2022, sous le n°069/GCC, par laquelle le Premier Ministre a soumis à la Cour Constitutionnelle, en vue d'un contrôle de constitutionnalité, la loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022 ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la loi organique n°027/2021 du 31 janvier 2022 ;

Vu la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le règlement de procédure de la Cour Constitutionnelle n°047/CC/2018 du 20 juillet 2018 ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1-Considérant que par requête susvisée, le Premier Ministre a soumis à la Cour Constitutionnelle, en vue d'un contrôle de constitutionnalité, la loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022 ;

2-Considérant qu'il résulte de l'examen de ladite loi qu'aucune de ses dispositions n'est entachée d'inconstitutionnalité ; qu'il échet donc de la déclarer conforme à la Constitution.

DECIDE :

Article 1^{er} : La loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022 est conforme à la Constitution.

Article 2 : La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Président du Sénat, au Président de l'Assemblée Nationale, communiquée au Ministre de l'Economie et de la Relance, au Ministre du Budget et des Comptes Publics et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du seize mars deux mille vingt-deux où siégeaient :

-Madame Marie Madeleine MBORANTSUO, Président ;

-Monsieur Emmanuel NZE BEKALE,

-Madame Louise ANGUE,

-Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES,

-Madame Lucie AKALANE,

-Monsieur Jacques LEBAMA,

-Madame Afriquita Dolorès AGONDJO ép. BANYENA,

-Monsieur Edouard OGANDAGA,

-Monsieur Sosthène MOMBOUA, membres ; assistés de Maître Charlène MASSASSA MIPIMBOU, Greffier.

PARLEMENT

Loi n°031/2021 du 23 mars 2022 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;
La Cour Constitutionnelle a déclaré conforme à la Constitution ;
Le Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions des articles 47 et 48 de la Constitution et 8, 10, 11, 12 et 13 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, ensemble les textes modificatifs subséquents, détermine les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022.

PREMIERE PARTIE : DES CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER**TITRE I : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES****CHAPITRE PREMIER : DES IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES****A- De l'autorisation de perception des ressources**

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2022 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux établissements publics, collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.

B- Des dispositions fiscales

Article 4 : Les dispositions du Code Général des Impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

LIVRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS**TITRE 1 : IMPOT SUR LES SOCIETES (IS)****CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION***Section 2 : Exonérations*

« **Article 6 nouveau** : Sont exonérés de l'impôt sur les sociétés :

14) Pendant les trois premières années de leur activité, les Petites et Moyennes Entreprises telles que définies par la loi sur les Petites et Moyennes Entreprises.

15) Pendant les trois premières années de réalisation du projet d'investissement, les entreprises agréées pour l'aménagement de terrains urbains destinés à l'habitat social et pour la construction de logements socio-économiques et d'utilités industrielles de fabrication de matériaux et autres intrants servant à la réalisation du volet construction de logements sociaux.

(Le reste sans changement)

16) Les sociétés de capital investissement pour les revenus provenant des dividendes, des produits de placement, des produits et plus-values de cession des actions et parts sociales.

Le bénéfice de l'exonération visée ci-dessus est consenti, pour une durée de trois ans, aux sociétés de capital investissement :

(Le reste sans changement)

17) Pendant les trois premières années de leur activité, les sociétés de capital d'investissement qui investissent dans les entreprises exerçant leurs activités dans les domaines suivant : »

(Le reste sans changement)

CHAPITRE 4 : LIQUIDATION DE L'IMPOT

Section 3 : Calcul de l'impôt

« **Article 16 nouveau** : Pour le calcul de l'impôt sur les sociétés, le bénéfice imposable est arrondi au millier FCFA inférieur.

Le taux est fixé à 30 %.

Ce taux est porté à 35 % pour les entreprises du secteur pétrolier et minier.

L'impôt sur les sociétés est diminué, le cas échéant, dans la limite de cet impôt du crédit d'impôt correspondant à 5 % du montant hors taxes de l'investissement pendant une période de trois ans, pour les investissements touristiques inférieurs à 300.000.000 FCFA agréés par le Ministre chargé du Tourisme et le Ministre chargé des Finances. »

CHAPITRE 6 : PAIEMENT DE L'IMPOT

Section 1 : Modalités de recouvrement

« **Article 23 alinéa 6 nouveau** : La société située au Gabon dont les droits sont cédés est tenue de collecter et de reverser, à la caisse du receveur des impôts dans un délai d'un mois à compter de leur réalisation, le montant du prélèvement libératoire de 20% effectué sur les plus-values de cessions des droits sociaux visées à l'article 7 alinéa 2 du présent Code. »

(Le reste sans changement)

Section 2 : Impôt minimum forfaitaire et minimum de perception

« **Article 26 alinéa 1 nouveau** : Sont exonérés de l'impôt minimum forfaitaire et du minimum de perception, les sociétés ou personnes morales exonérées d'impôt sur les sociétés telles que visées à l'article 6 ci-dessus, ainsi que les entreprises nouvelles selon les modalités définies aux articles 194 et suivants du présent Code. »

« **Article 26 alinéa 3 nouveau** : Par dérogation à l'alinéa précédent, la durée d'exonération est de trois ans pour les PME/PMI visées à l'article 3 de la loi n°16/2005 du 20 septembre 2006 portant promotion des PME et des PMI. »

(Le reste sans changement)

TITRE 2 : IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES**CHAPITRE 2 : REVENUS IMPOSABLES***Section 1 : Détermination des bénéficiaires ou des revenus nets des diverses catégories de revenus**Sous-section 1 : Revenus fonciers*

« **Article 89 alinéa 2 nouveau** : Toutefois, le contribuable peut opter pour la prise en considération des frais réels justifiés par factures. Cette option est irrévocable pendant trois années consécutives. Au terme de la période de trois ans, le contribuable qui souhaite continuer à bénéficier de la déduction de ses frais réels, doit faire une demande expresse pour le renouvellement de son option. A défaut l'Administration applique le principe de la déduction forfaitaire. »

(Le reste sans changement)*Sous-section 2 : Traitements, salaires, pensions et rentes viagères***C- Détermination du revenu imposable**

« **Article 90** : Sont imposables dans cette catégorie les traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ainsi que tous les avantages en argent et en nature, lorsque l'activité rétribuée est exercée au Gabon.

Sont également imposables dans la catégorie des traitements et salaires au moment de la levée d'option, les gains d'acquisition qui résultent de la différence entre la valeur des titres lors de la levée d'option et leur prix de souscription ou d'acquisition dans le cadre de l'attribution d'actions à titre préférentiel au personnel.

La plus-value éventuelle réalisée en cas de cession des actions acquises à titre préférentiel est également soumise à l'impôt dans la même catégorie. Elle est constituée par la différence entre le prix de cession et la valeur réelle de l'action au moment de la souscription.

Un abattement de 50 % est opéré sur le montant de la plus-value.

Sont également imposables dans la catégorie des traitements et salaires, les gains résultant de l'attribution gratuite d'actions au personnel au moment de la cession desdites actions »

« **Article 92 nouveau** : Pour la détermination des bases d'imposition, il est tenu compte du montant net des traitements, indemnités, émoluments, salaires, pensions et rentes viagères, ainsi que de tous les avantages en argent et en nature accordés aux intéressés après déduction des retenues de cotisations sociales obligatoires faites par l'employeur, en vue de la constitution de pensions ou de retraites, du bénéfice de l'assurance maladie et de l'acquisition de la résidence principale du salarié dans la limite de 500.000 FCFA par mois sur une période de cinq ans.»

TITRE 3 : DISPOSITIONS COMMUNES A L'IS ET A L'IRPP**CHAPITRE 2 : OBLIGATION DE FACTURATION***Section 2 : Obligation de facturation*

« **Article 193 nouveau** : Pour toute vente autre qu'une vente au détail, tout louage de chose ou de service, toute prestation de service d'un montant supérieur ou égal à 300 000 FCFA, une facture doit être établie.

Chacune de ces ventes doit être inscrite séparément en comptabilité.

La facture doit porter les mentions suivantes :

- le nom, prénoms ou raison sociale du fournisseur ;
- le NIF du fournisseur ;
- le nom, prénoms ou raison sociale du client ;
- l'adresse du client ;
- le cas échéant, le numéro d'immatriculation fiscale du client, s'il s'agit d'une entreprise individuelle ou d'une société ;
- le code d'authentification.

LIVRE 2 : TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**TITRE I : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE****CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION***Section 3 : Exonération***« Article 210 nouveau :**

9) Les prestations relevant de l'exercice légal des professions médicales à savoir, les examens, consultations, soins, hospitalisations, travaux d'analyse et de biologies médicales et les fournitures de prothèses effectuées par les formations sanitaires, les matériels et produits servant à la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, la fièvre jaune et les infections virales sévères liées aux maladies infantiles et des personnes du 3^{ème} âge sans ressources, dans les conditions fixées par voie réglementaire, à l'exception des frais d'hébergement et de restauration des personnes accompagnant le patient dans une clinique ou dans un établissement hospitalier.

Par matériel servant à la lutte contre le VIH/SIDA, on entend tout matériel produit spécifiquement pour la lutte contre cette pandémie.

11) Les ventes de gaz butane »

« Sont abrogées par la présente, les dispositions de l'article 210, du numéro 12 au numéro 20. »

CHAPITRE 2 : MODALITES DE CALCUL*Section 3 : Taux*

« Article 221 nouveau : Les taux de TVA sont les suivants :

-taux réduit : 5% applicable aux opérations de vente et de prestations de services portant sur les produits et services suivants :

- l'importation des biens exonérés, en application des dispositions de l'article 241 du Code des douanes de la CEMAC, complété par l'Acte 2/92-UDEAC.556.SEI ;
- l'importation des bateaux de pêche et des aéronefs ;
- les ventes de biens usagés faites par les personnes qui les ont utilisés pour les besoins de leur exploitation ;
- les importations, effectuées par les entreprises qui réalisent des opérations relevant du Code minier, de biens amortissables qui ne peuvent être fournis sur le marché national et prévus sur une liste fixée par arrêté conjoint des Ministres chargés des Finances et des Mines ;
- les services rendus à leurs adhérents par les groupements d'intérêt économique constitués de personnes physiques ou morales exerçant une activité exonérée de la TVA ou pour laquelle elles n'ont pas la qualité d'assujetti, sont exonérés de la taxe à condition qu'ils concourent directement ou exclusivement à la réalisation de ces opérations exonérées ou exclues du champ d'application de la TVA et les sommes réclamées aux adhérents correspondant exactement à la part incombant dans les dépenses communes ;
- les financements accordés aux entreprises ayant pour objet principal la mise à disposition de logements sociaux à la condition que le financement accordé soit exclusivement réservé à la réalisation de locaux d'habitation à caractère social, reconnu par un agrément du Ministère en charge de l'Habitat ;
- les prêts immobiliers d'un montant inférieur à 50.000.000 FCFA, accordés à des personnes physiques pour l'acquisition ou la construction d'une résidence au Gabon ;
- les opérations d'importation des matériels et outillages neufs destinés exclusivement à la construction par les promoteurs publics et privés, dûment agréés à cet effet, de logements à caractère socio-économique ;
- les travaux de construction des logements et d'aménagement des terrains à bâtir en zones urbaines, les matériaux et fournitures y intégrés ainsi que les travaux d'assainissement, de voirie et de réseaux divers destinés à des logements socio-économiques et réalisés par les promoteurs publics et privés dûment agréés à cet effet ;
- les matériels et équipements servant à la production et à la promotion des énergies renouvelables. »

(Le reste sans changement)

CHAPITRE 3 : MODALITES PRATIQUES*Section 1 : Obligation des assujettis*

« **Article 234 alinéa 1 nouveau** : Tout assujetti doit délivrer une facture pour un montant supérieur ou égal à 300.000 FCFA, selon le modèle normalisé par l'Administration, pour les biens livrés ou les services rendus à un redevable ainsi que pour les acomptes perçus au titre de ces opérations et donnant lieu à exigibilité de la taxe. »

(Le reste sans changement)

TITRE 2 : CONTRIBUTION FONCIERE UNIQUE**CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES***Section 1 : Propriétés et personnes imposables**Sous-section 1 : Biens et ouvrages imposables*

« **Article 278 nouveau** : Il est institué au profit des collectivités locales une contribution foncière unique, en abrégé CFU, annuelle sur les propriétés immatriculées, bâties et non bâties situées sur l'ensemble du territoire national. »

« **Article 279 nouveau** : On entend par propriétés bâties tous les biens ayant une emprise au sol ou dans le sous-sol, que cette emprise soit perpétuelle ou provisoire. Il en est ainsi des propriétés reposant sur des fondations en maçonnerie, bois, fer ou tous autres matériaux telles que les maisons, fabriques, manufactures, usines, hangars et boutiques.

Constituent également des propriétés bâties, l'outillage et des installations des établissements industriels ou commerciaux attachés au fond à perpétuelle demeure ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble ainsi que toutes les installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions et plus généralement tous les biens considérés comme des immeubles par destination. »

« **Article 280 nouveau** : On entend par propriétés non bâties les terrains nus. »

« **Article 281 nouveau** : L'imposition à la CFU concerne les propriétés immatriculées sous réserve des exemptions. »

« **Article 282 nouveau** : Le produit des majorations et pénalités infligées aux contribuables en cas de manquements aux obligations déclaratives et de paiement relatives à la contribution foncière unique est reversée au profit des collectivités locales en vue de la mise en œuvre de cette contribution. »

Sous-section 2 : Personnes imposables

« **Article 283 nouveau** : La CFU est due par toute personne physique ou morale possédant une ou des propriétés foncières au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. »

« **Article 284 nouveau** : Toute propriété immatriculée, bâtie ou non bâtie, est imposée sous le nom de son propriétaire au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

Au sens du présent article, est considéré comme propriétaire, toute personne physique ou morale titulaire d'un titre de propriété.

Toutefois, les propriétés bâties grevées d'usufruit, concédées sous la forme d'un bail emphytéotique, d'une convention d'amodiation ou inscrites à l'actif du bilan des sociétés sont imposées au nom de l'usufruitier, de l'emphytéote, de l'amodiataire ou de la société dont la propriété figure à l'actif du bilan. »

Sous-section 3 : Lieu d'imposition

« **Article 285 nouveau** : Toute propriété foncière immatriculée, bâtie ou non bâtie, doit être imposée dans la commune ou dans le département où elle est située. »

*Section 2 : Exemptions**Sous-section 1 : Exemptions permanentes***I- Au titre des propriétés bâties**

« **Article 286 nouveau** : Sont exemptés de la contribution foncière unique :

- 1) les immeubles appartenant à l'État, aux organismes internationaux, aux collectivités locales, aux chambres de commerce et, sous réserve de réciprocité, aux ambassades et consulats ;
- 2) les installations qui, dans les ports maritimes et sur les voies de navigation intérieure, font l'objet de concessions d'outillage public accordées par l'Administration aux chambres de commerce ou aux collectivités locales et sont exploitées dans les conditions fixées par les cahiers des charges ;
- 3) les ouvrages établis pour la distribution de l'eau potable ou de l'énergie électrique, appartenant aux collectivités locales ainsi que les pylônes et stations radioélectriques ;
- 4) les locaux servant exclusivement à la célébration des cultes religieux reconnus par l'État ;
- 5) les édifices affectés à des buts scolaire, sportif, humanitaire ou social, appartenant aux missions ou à des groupements régulièrement autorisés. »

II- Au titre des propriétés non bâties

« **Article 287 nouveau** : Sont exemptés de la contribution foncière unique :

- 1) les voies publiques, les places publiques, les cours d'eau.
- 2) les propriétés appartenant à l'État, aux collectivités locales, aux organismes internationaux, aux chambres de commerce et, sous réserve de réciprocité, aux ambassades et consulats.
- 3) les sols des bâtiments de toute nature et une fraction des terrains entourant les constructions. Cette fraction exemptée est déterminée comme suit :

a) **dans les communes** :

- à l'intérieur du périmètre du quartier commercial ou industriel tel qu'il est fixé par le plan d'urbanisme, la fraction exemptée est égale à trois fois la surface développée des constructions ;
- à l'extérieur du périmètre visé à l'alinéa précédent, la fraction exemptée est égale à cinq fois la surface développée des constructions ;

b) **hors des communes** :

-la fraction exemptée est égale à cinq fois la surface développée des constructions.

- 4) les terrains affectés à des buts scolaire, sportif, humanitaire ou social, appartenant à des missions ou à des groupements régulièrement autorisés.
- 5) la superficie des carrières et des mines. »

*Sous-section 2 : Exemptions temporaires***I) Au titre des propriétés bâties**

« **Article 288 nouveau** : Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions sont affranchies de la CFU pendant trois ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement.

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions, concernant les usines et les immeubles à usage d'habitation, à l'exception des bâtiments destinés à la location en meublé, à la villégiature ou à l'agrément, sont affranchies de la CFU pendant cinq ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement.

Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions sont susceptibles de bénéficier des exemptions prévues aux deux alinéas qui précèdent, suivant la nature des bâtiments auxquels ils se rattachent.

Les exemptions de trois et de cinq ans s'appliquent séparément aux diverses fractions du bâtiment lorsqu'une construction nouvelle, reconstruction ou addition de construction est destinée pour partie à un usage autre.

Lorsque tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation reçoit une autre destination au cours de la période d'exemption, l'exemption de trois ans se substitue, en ce qui concerne la fraction de bâtiment en cause, à l'exemption de cinq ans. Elle est déterminée pour compter du 1^{er} janvier de l'année qui a suivi celle de l'achèvement de la construction, de la reconstruction ou de l'addition de construction. »

Section 3 : Modalités de calcul

Sous-section 1 : Détermination de la valeur locative globale brute

« **Article 289 nouveau** : La CFU est assise sur la valeur locative réelle des biens imposables au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La valeur locative réelle est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail dans les conditions normales.

A défaut d'informations sur les valeurs locatives réelles, la CFU est déterminée en évaluant le prix que le propriétaire pourrait retirer en cas de location de ses biens.

Cette valeur locative est déterminée, soit au moyen de baux authentiques ou de déclaration de location verbale, soit par comparaison avec d'autres locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou sera notoirement connu, soit, à défaut de ces bases, par voie d'appréciation directe.

Pour un local inscrit à l'actif de l'entreprise, la valeur locative est égale à 10% de la valeur bilancielle brute sans toutefois être inférieure au dixième de la valeur vénale dudit local. Dans l'hypothèse où la valeur vénale n'est pas connue, seule la valeur bilancielle doit être considérée. »

« **Article 290 nouveau** : Pour chaque nature de bien, bâti et non bâti, la valeur locative réelle ou reconstituée constitue la valeur locative catégorielle. »

« **Article 291 nouveau** : La somme des valeurs locatives catégorielles représente la valeur locative globale brute. »

Sous-section 2 : Détermination de la valeur locative globale nette imposable

« **Article 292 nouveau** : Pour les personnes physiques, la CFU est déterminée sur la base d'un revenu imposable égal à la valeur locative réelle ou reconstituée des propriétés, sous déduction de 75% en considération du dépréciement et des frais d'entretien et de réparation. »

« **Article 293 nouveau** : Pour les personnes morales, la CFU est déterminée sur la base d'un revenu imposable égal à la valeur locative réelle ou reconstituée des propriétés, sous déduction de 25% en considération du dépréciement et des frais d'entretien et de réparation. »

Sous-section 3 : Liquidation et détermination de la CFU

« **Article 294 nouveau** : Pour le calcul de la CFU, il est fait application des taux suivants à la valeur locative globale nette imposable :

- 6) pour les personnes physiques : 5% ;
- 7) pour les personnes morales : 10%.

Le montant des impositions est arrondi à la dizaine de francs inférieure. »

Section 4 : Remises et modérations pour pertes de revenus

« **Article 295 nouveau** : En cas de vacance de maison ou de chômage d'établissements commerciaux et industriels, les propriétaires peuvent obtenir la remise ou la modération de la CFU assise sur ces immeubles, lorsqu'il est établi que la vacance ou le chômage, qu'ils soient totaux ou partiels, sont indépendants de leur volonté et que la durée totale de l'inoccupation a été de six mois consécutifs.

Le point de départ de cette période est le premier jour du mois suivant l'ouverture de la vacance ou du chômage. Le point d'achèvement de la période est le dernier jour du mois constatant la fin de la vacance ou du chômage.

Les réclamations pour vacance de maison ou pour chômage d'établissements commerciaux et industriels doivent être adressées au Centre des Impôts dans l'année suivant celle pour laquelle l'imposition en cause a été établie.

Dans le cas de destruction totale ou partielle ou de démolition volontaire, en cours d'année, de leurs maisons ou usines, les propriétaires peuvent demander la modération de la contribution foncière unique frappant ces immeubles.

Les demandes doivent être adressées au Centre des Impôts dans les trois mois qui suivent la destruction ou l'achèvement de la démolition.

Le dégrèvement est accordé à partir du premier jour du mois suivant la destruction ou l'ouverture des travaux de démolition. »

Section 5 : Obligations des contribuables

Sous-section 1 : Obligations déclaratives

« **Article 296 nouveau** : Les propriétaires des biens visés aux articles 283 et 284 ci-dessus sont tenus de les déclarer au plus tard le 30 mars de chaque année et produire tous les moyens de justifications, notamment les actes de propriété, les baux authentiques et les contrats de location.

La déclaration visée à l'alinéa ci-dessus est accompagnée des moyens de paiement et établie en double exemplaire sur un imprimé fourni par l'Administration. »

Sous-section 2 : Obligations de paiement

« **Article 297 nouveau** : La contribution foncière unique est recouvrée par le Receveur des Impôts territorialement compétent.

Le redevable de la CFU est tenu de verser spontanément, au moment du dépôt de la déclaration prévue à l'article 296 ci-dessus, le montant de la CFU due pour l'année en cours.

Après le paiement, l'un des deux exemplaires de la déclaration, accompagné d'une quittance, est rendu au contribuable dûment daté et visé par l'Administration fiscale afin de servir d'accusé de réception. »

Sous-section 3 : Précompte et solidarité de paiement

« **Article 298 nouveau** : Les personnes mentionnées aux alinéas 1^{er} et 2 de l'article 284 ci-dessus sont tenues d'acquitter la CFU au nom et pour le compte du propriétaire.

Les notaires, les agences immobilières et plus généralement toutes les personnes qui rédigent ou font établir des actes juridiques aux fins de location ou de transfert de propriété, sont tenues d'identifier nommément dans ces documents le propriétaire et le bénéficiaire effectif de la transaction.

Les personnes visées à l'alinéa ci-dessus ont l'obligation de précompter et de reverser à la caisse du Receveur des Impôts territorialement compétent la CFU due au titre des propriétés imposables dont ils assurent la gestion.

La CFU est précomptée et reversée par les notaires au moment de l'établissement des actes de cession des propriétés imposables. »

Sous-section 4 : Régularisation de l'imposition à la CFU

« **Article 299 nouveau** : Au vu des éléments portés sur la déclaration, le Centre des Impôts procède, le cas échéant, à une régularisation de l'imposition due dans l'hypothèse d'une modification des bases d'imposition par rapport à l'année précédente.

En l'absence d'actes de déclaration, l'administration fiscale procède à l'évaluation des biens par comparaison avec des locaux dont le loyer aura été régulièrement constaté ou par voie d'appréciation directe. »

Section 6 : Sanctions

« **Article 300 nouveau** : En cas de non-respect des dispositions prévues aux articles 284 et 298 ci-dessus, les redevables légaux sont passibles de pénalités égales à 50% des droits éludés. »

Chapitre 2 : Dispositions spécifiques de la CFU pour les biens situés dans les zones rurales et affectés à l'exploitation agricole

Section 1 : Propriétés imposables

« **Article 301 nouveau** : Sont considérées comme propriétés urbaines, les terrains situés à l'intérieur du périmètre urbain et, comme propriétés rurales, les terrains situés en dehors des limites des zones urbaines. »

*Section 2 : Exemptions**Sous-section 1 : Exemptions permanentes***I- Au titre des propriétés non bâties**

« **Article 302 nouveau** : Sont exemptés de la contribution foncière unique dans les zones rurales :

- 1) les sols des bâtiments de toute nature et une fraction des terrains entourant les constructions. Cette fraction exemptée est égale à cinq fois la surface développée des constructions ;
- 2) Les terrains d'une étendue inférieure à cinq hectares, exploités dans un rayon de 25 kilomètres des agglomérations urbaines et destinés exclusivement à des cultures maraîchères. »

*Sous-section 2 : Exemptions temporaires***I- Au titre des propriétés bâties**

« **Article 303 nouveau** : Les bâtiments affectés à un usage agricole ou servant aux exploitations rurales tels que granges, hangars, écuries, caves, celliers, pressoirs et autres destinés soit à loger des bestiaux, soit à serrer des récoltes sont exonérés de contribution foncière unique pendant une période de cinq ans. »

« **Article 304 nouveau** : Les exemptions temporaires prévues à l'article précédent sont accordées d'office.

A cet effet, les Maires et les Présidents des Conseils départementaux fournissent périodiquement au Centre des Impôts du lieu de situation de l'immeuble concerné, à la demande du Chef de Centre, tous les renseignements de nature à identifier les immeubles qui ont fait l'objet de la délivrance d'un permis de construire.

Toutefois, les immeubles n'ayant pas donné lieu à la délivrance d'un permis de construire devront faire l'objet d'une déclaration spéciale adressée au Centre des Impôts du lieu de situation de l'immeuble concerné dans les quatre mois suivant la date du début des travaux de construction ou d'installation.

A défaut de déclaration dans les délais fixés à l'alinéa précédent, les immeubles en cause seront soumis à la contribution foncière unique dès le 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur achèvement. »

II- Au titre des propriétés non bâties

« **Article 305 nouveau** : Les terrains situés en dehors du périmètre urbain et nouvellement utilisés pour l'élevage du gros bétail ou défrichés et ensemencés, bénéficient, sous les réserves ci-après, d'une exemption temporaire de l'impôt foncier.

La période d'exonération, qui court à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle le terrain aura été nouvellement affecté à l'élevage du gros bétail ou ensemencé, est fixée comme suit :

- trois ans pour les terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail ;
- trois ans pour les autres cultures ou plantations ;
- quatre ans pour les terrains plantés en arbres fruitiers ;
- quatre ans pour les terrains plantés en caféiers ou cacaoyers ;
- cinq ans pour les terrains plantés en hévéas ou en palmiers à huile. »

« **Article 306 nouveau** : Pour bénéficier de l'exemption temporaire spécifiée à l'article 288 ci-dessus, le propriétaire doit porter, sur la déclaration visée à l'article 297 du présent Code, toutes les propriétés rurales non bâties lui appartenant et indiquer la désignation de la parcelle ou du lot dont il envisage l'utilisation pour l'élevage du gros bétail, le défrichement ou l'ensemencement.

La même déclaration doit préciser, le cas échéant, la nature des cultures qui seront entreprises.

L'exonération de trois ans ne s'applique qu'aux terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail dans les conditions fixées par le Service en charge de l'Élevage. Elle n'est accordée qu'après avis du chef de ce Service.

Les exonérations de quatre et cinq ans ne s'appliquent qu'aux terrains plantés en cultures sélectionnées et elles ne seront accordées qu'après avis technique des Services en charge de l'Agriculture. »

« **Article 307 nouveau** : Les terrains ruraux immatriculés nouvellement utilisés pour l'élevage du gros bétail, plantés ou ensemencés, non déclarés ou déclarés après expiration du délai visé à l'article 297 du présent Code, sont soumis à l'impôt à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de leur utilisation pour l'élevage, de leur plantation ou de leur ensemencement.

L'exemption accordée peut être retirée sur proposition du Service en charge de l'Élevage ou du Service en charge de l'Agriculture, chacun en ce qui le concerne, lorsque l'élevage, la culture ou la plantation n'est pas conforme aux indications de la déclaration ou n'a pas été entreprise d'une façon rationnelle. »

Section 3 : Base d'imposition

« **Article 308 nouveau** : Pour l'établissement de la contribution foncière unique des propriétés rurales non bâties, il est tenu compte de la valeur vénale.

La valeur vénale est fixée forfaitairement par hectare, suivant la nature de la culture, conformément au tarif suivant :

- 1) terrains cultivés en café, cacao, palmiers à huile, caoutchouc : 600 FCFA ;
- 2) autres cultures : 250 FCFA ;
- 3) terrains de la 2^{ème} catégorie auxquels sont adjointes des usines de transformation du produit cultivé : 150 FCFA ;
- 4) terrains non mis en valeur : 150 FCFA ;
- 5) terrains utilisés pour l'élevage du gros bétail : 150 FCFA. »

« **Article 309 nouveau** : Dans tous les cas, l'évaluation de la valeur vénale est faite chaque année par le Centre des Impôts du lieu de situation du terrain, au vu des éléments portés sur la déclaration visée à l'article 297 du présent Code. »

Section 4 : Lieu d'imposition

« **Article 310 nouveau** : Toute propriété foncière immatriculée, non bâtie située en zone rurale et affectée à l'exploitation agricole est imposée dans la commune ou dans le département où elle est située. »

TITRE 4 : TAXES DIVERSES**CHAPITRE 5 : TAXE FORFAITAIRE D'HABITATION**

« Les articles 376 à 392 articles sont supprimés. »

LIVRE 4 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE**TITRE 1 : DROITS D'ENREGISTREMENT****CHAPITRE 8 : DE LA FIXATION DES DROITS**

Section 2 : Actes soumis aux droits proportionnels

Sous-section 4 : Actes soumis au droit proportionnel de 4%

« **Article 590 alinéa 3 nouveau** : S'il n'y a pas de supplément de condamnation, il sera perçu un droit fixe de 30.000 FCFA. »

(Le reste sans changement)

LIVRE 5 : PROCEDURES FISCALES**TITRE 1 : ASSIETTE DE L'IMPOT****CHAPITRE UNIQUE : OBLIGATIONS DES CONTRIBUABLES**

Section 1 : Obligations déclaratives

« **Article P-817 alinéa 1 et 2 nouveau** : Toute personne physique ou morale assujettie, en sa qualité de redevable légal, au paiement d'un impôt, en vertu des dispositions du présent Code, est tenue de s'immatriculer par procédé électronique, dans les quarante-cinq jours qui suivent le début de ses activités. Outre les pièces nécessaires à son immatriculation, le contribuable doit joindre à sa demande un plan de situation permettant de le localiser.

En cas d'impossibilité d'accès à internet, les personnes visées à l'alinéa précédent peuvent se présenter au Centre des Impôts territorialement compétent afin de se faire immatriculer. »

Sous-section 1 : Principe général

« **Article P-818 bis nouveau** : Les personnes visées à l'article précédent sont tenues de souscrire leurs déclarations par voie électronique.

Un arrêté du Ministre chargé de l'Economie précise les conditions de souscription de déclaration des personnes physiques.

En cas d'impossibilité d'accès à internet, les personnes visées au présent article peuvent se présenter au service des Impôts territorialement compétent ou à défaut, dans le poste comptable du trésor le plus proche pour souscrire leur déclaration. »

(Le reste sans changement)

« **Article P-818 quinquies nouveau** : Le non-respect de leurs obligations déclaratives par les entreprises bénéficiaires d'avantages fiscaux, y compris lorsqu'elles sont admises dans les zones économiques ou d'investissement spécial, entraîne la suspension immédiate et le redressement des avantages fiscaux concédés. »

« **Article P-911 bis nouveau** : Nonobstant les dispositions de l'article précédent, le recouvrement des impôts dus pour les activités occultes, illicites, non déclarées ou par les contribuables défaillants au regard des obligations déclaratives et de paiement, se fait au moyen d'un imprimé fourni par l'administration. »

TITRE 6 : ADMINISTRATION ELECTRONIQUE**CHAPITRE UNIQUE : VALIDITE DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES***Section 1 : Correspondances électroniques*

« **Article P-1126 nouveau** : Les courriers électroniques émis par l'administration fiscale dans le cadre de ses échanges avec les contribuables ont une valeur probante équivalente à celle des correspondances papier.

Le contribuable est réputé avoir reçu le courrier électronique cinq jours francs après son envoi par l'administration fiscale. »

Section 2 : Signature électronique

« **Article P-1127 nouveau** : La signature électronique apposée sur les correspondances entre l'administration fiscale et le contribuable dans le cadre de leurs échanges a une valeur probante équivalente à la signature manuscrite. »

DISPOSITIONS NON CODIFIEES

« **Article 1128 nouveau** : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi. »

« **Article 1129 nouveau** : La présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat. »

(Le reste sans changement)**DISPOSITIONS DOUANIERES***Section 1 : Programme Vie chère*

Article 5 : Dans le cadre de la préservation du pouvoir d'achat des ménages, il est institué à l'importation des produits dits « de première nécessité » repris dans le tableau ci-dessous, un taux global réduit de 5%.

Viandes		
1	0203.29.10	Cotis de porc, congelés
Volailles		
2	0207.14.10	Cuisses et ailes de poules (y compris les quarts et les pilons), congelés
Poissons		
3	0303.54.00	Maquereaux, congelés
4	0303.84.00	Bars, congelés
Lait		
5	0401.10.00	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, teneur en poids de matière n'excédant pas 1%
6	0401.20.00	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, teneur en poids de matière n'excédant pas 6%
7	0402.10.00	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1,5%
8	0402.21.00	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1,5%, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants
9	0402.29.00	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, en poudre, en granulés ou sous d'autres formes solides, d'une teneur en poids de matières grasses excédant 1,5%, autres qu'additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
10	0402.91.00	Autres lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
11	0402.99.00	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants
Riz		
12	1006.30.10	Riz semi blanchi ou blanchi, CVD
13	1006.30.90	Riz semi blanchi ou blanchi, NCVD
Conserves de poissons		
14	1604.13.00	Préparations et conserves de poissons, sardinelles, sprats ou esprints
15	1604.15.00	Préparations et conserves de maquereaux, entiers ou en morceaux
Pâtes alimentaires		
16	1902.19.10	Spaghettis sans œufs

Alimentation infantile		
17	1901.10.11	Préparations pour l'alimentation des enfants, à base de farine, sans cacao
18	1901.10.12	Préparations pour l'alimentation des enfants, à base de farine avec cacao
19	1901.10.21	Préparations pour l'alimentation des enfants, à base de lait sans cacao
20	1901.10.22	Préparations pour l'alimentation des enfants, à base de lait avec cacao
Laits à base de matière grasse végétale		
21	1901.90.91	Lait et crème de lait concentré, sucré ou non, en poudre granulé ou sous d'autres formes solides, autre que ceux du chapitre 04
22	1901.90.92	Lait et crème de lait, concentré ou non, sucré ou non, sous forme liquide autre que ceux du chapitre 04
Conserve de tomate		
23	2002.90.10	Tomate double concentré

Article 6 : Sans préjudice des sanctions prévues par le Code des douanes de la CEMAC, tout importateur ou exportateur bénéficiaire d'une facilité d'enlèvement préalable de ses marchandises, est assujéti au paiement d'un intérêt de retard en cas de régularisation au-delà du terme fixé par l'accord de facilitation.

Article 7 : Sauf stipulation contraire indiquée dans un moratoire, tout acte transactionnel définitif fait l'objet d'un paiement dans un délai maximum d'un mois.

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 2 : Fiscalité relative à la pêche

Article 8 : Le droit perçu lors de la délivrance du certificat sanitaire des produits de la pêche est la somme payable par tout opérateur pour l'obtention d'une autorisation ou d'un agrément sanitaire pour chacun de ses navires ou embarcations.

Il est annuel et fixé comme suit :

- pour la pêche artisanale maritime : 10.000 FCFA par embarcation ;
- pour la pêche industrielle : 300.000 FCFA par navire.

Le produit du droit perçu lors de la délivrance du certificat sanitaire est réparti à part égale entre l'Etat (50%) et les administrations concernées (50%) (Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire, en abrégé AGASA et Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture). Les modalités de prélèvement et la répartition sont fixées par voie réglementaire.

Article 9 : Le prélèvement des spécimens à des fins scientifiques est gratuit conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 10 : La taxe d'attribution et de renouvellement des licences, permis, agréments et autorisations est la somme payable par toute personne physique ou morale à l'occasion de l'attribution et du renouvellement de son titre de pêche.

Elle est annuelle et fixée comme suit :

a) pour la pêche artisanale maritime :

- au filet sardine : 200.000 FCFA ;
- au filet maillant de fond : 150.000 FCFA ;
- au filet maillant dérivant : 100.000 FCFA ;
- à la ligne de fonds : 100.000 FCFA ;
- au casier : 100.000 FCFA.

Pour les nationaux, une somme forfaitaire de 100.000 FCFA est exigible pour toutes les techniques de pêche ci-dessus.

b) Pour la pêche continentale : 50.000 FCFA.

c) Pour la pêche sportive :

- personne physique : 150.000 FCFA ;
- personne morale : 5 000.000 FCFA.

d) Pour la pêche industrielle : selon la formule ci-après $T = R \times J \times P$

Au sens de la présente loi, on entend par :

- T : le montant de la taxe en francs CFA ;
- R : la redevance de base variant en fonction du pavillon du navire ;
- J : le tonneau de jauge brute (TJB) du navire ;
- P : le coefficient variable en fonction de l'espèce ciblée.

Le montant de la redevance de base (R) et le coefficient variable (P) sont fixés comme suit :

-selon la nationalité du navire :

- R = 18.000 FCFA par an pour les bateaux de pêche battant pavillon gabonais ;
- R = 50.000 FCFA par an pour les bateaux de pêche non gabonais.

-selon les espèces ciblées :

- P = 1,5 pour le poisson ;
- P = 3 pour les crevettes et autres crustacés ;
- P = 2 pour les thonidés ;
- P = 1,5 pour les mollusques et les céphalopodes.

e) Pour les cartes :

- des pêcheurs non nationaux : 10.000 FCFA ;
- des pêcheurs nationaux : 3.000 FCFA.

Article 11 : La taxe à la production est la somme payable par tout opérateur industriel du secteur pêche sur les quantités et par espèces capturées. Elle est fixée comme suit :

- pour les poissons démersaux : 25 FCFA/kg ;
- pour les thonidés : 25 FCFA/kg ;
- pour les mollusques et céphalopodes : 25 FCFA/kg ;
- pour les petits pélagiques : 10 FCFA/kg ;
- pour les semi-pélagiques : 10 FCFA/kg ;
- pour l'Ethmalose (sardine) : 5 FCFA/kg ;
- pour les Crustacés : 3% de la valeur des quantités débarquées.

Section 5 : Dispositions diverses et finales

Article 12 : L'administration des Pêches et de l'Aquaculture perçoit des ristournes sur les sanctions pécuniaires.

Des autres dispositions

Article 13 : Les dispositions de l'article 16 de loi n°014/2019 du 22 janvier 2020 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2020 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 16 nouveau** : La TVA relative au transport ferroviaire sur le Fret Marchandises, collectée sur la période requise à compter du 1^{er} janvier 2020, est affectée au financement des travaux de réhabilitation des quatre-vingt zones instables du Transgabonais.

Le cumul de ladite TVA concédée sur la période ci-dessus définie ne peut excéder la somme de 42.000.000.000 FCFA. »

Article 14 : Sont approuvées et rendues exécutoires les dispositions relatives aux recettes fiscales et non fiscales contenues dans le protocole de mise en œuvre de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche et annexes signées entre la République Gabonaise, d'une part et la Communauté Européenne, d'autre part, durant la période allant de 2021 à 2026.

Article 15 : Le capital minimum du Fonds Souverain de la République Gabonaise est alimenté, en application de l'article 4 de l'ordonnance n°002/PR/2012 du 13 février 2012 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures, modifiée par l'ordonnance n°018/PR/2021 du 13 septembre 2021, notamment par :

- 25% du montant annuel de la Provision pour Investissement Diversifié et de la Provision pour Investissement dans les Hydrocarbures dû par les entreprises pétrolières ;
- 35% des dividendes versés par les entreprises au titre des participations détenues par l'Etat.

Article 16 : Une fois le capital minimum atteint, le Fonds Souverain de la République Gabonaise est alimenté chaque année, en application de l'article 5 de l'ordonnance n°002/PR/2012 du 13 février 2012 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures, modifiée par l'ordonnance n°018/PR/2021 du 13 septembre 2021 notamment par :

- 25% de toutes les recettes budgétaires additionnelles correspondant à un dépassement des hypothèses de base de la loi de finances ;
- 25% de la rémunération de l'épargne séquestrée dans le cadre des provisions de remise en état des sites pétroliers et miniers.

Article 17 : Les ressources du FGIS sont constituées, en application de l'article 23 de l'ordonnance n°002/PR/2012 du 13 février 2012 portant réorganisation du Fonds pour les Générations Futures, modifiée par l'ordonnance n°018/PR/2021 du 13 septembre 2021, notamment par :

- 20% des plus-values générées sur les Cessions du Patrimoine du FSRG.

CHAPITRE 2 : DE L'ÉVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 18 : Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à deux mille seize milliards trois cent quatorze millions cent cinquante-deux mille sept cent soixante-dix-huit (2.016.314.152.778) FCFA dont cinquante-trois milliards huit cent quatre-vingt-huit millions trois cent soixante-quatre mille trois cent quarante-neuf (53.888.364.349) FCFA au titre des dons, legs et fonds de concours.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions FCFA) :

Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

Titres et catégories	LFR 2021	LFI 2022	Ecart LFI 2022/LFR 2021	
			Valeur	%
RECETTES BUDGETAIRES				
Titre 1 : Recettes fiscales	1 127 211	1 296 724	169 513	15%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	55 791	53 888	-1 902	-3%
Titre 3 : Cotisations sociales	42 737	36 372	-6 365	-15%
Titre 4 : Autres recettes	480 279	629 330	149 051	31%
TOTAL RECETTES	1 706 018	2 016 314	310 296	18%

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en millions FCFA, comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions FCFA)		Écart LFI 2022/LFR 2021	
		LFR 2021	LFI 2022	Valeur	%
71*	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 127 211	1 296 724	169 513	15%
711*	Impôts sur les sociétés	291 732	426 924	125 193	43%
7111-1	Sociétés pétrolières	61 732	151 105	89 374	145%
7111-2	Sociétés minières	33 389	41 333	7 943	24%
7111-4	Retenues à la source	31 891	32 334	443	1%
7111-3	Autres sociétés	164 719	192 152	27 433	17%
712*	Impôts sur les personnes	177 700	161 902	-15 798	-9%
7121-1	Impôts sur le revenu des personnes physiques	50 777	41 572	-9 205	-18%
7121-2	Acomptes versés par les salariés	93 984	87 810	-6 175	-7%

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions FCFA)		Écart LFI 2022/LFR 2021	
		LFR 2021	LFI 2022	Valeur	%
7121-3	Taxe complémentaire sur les salaires	32 098	32 079	-19	0%
7121-5	Impôts forfaitaires sur le revenu	827	230	-597	-72%
7121-8	Autres impôts sur les personnes	14	211	198	1452%
7142-3	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	11 281	10 242	-1 038	-9%
7180-1	Taxe de formation professionnelle	2 449	4 572	2 123	87%
	Droits et taxes sur la propriété	11 015	8 526	-2 488	-23%
7143-*	Droits de mutations	7 512	4 090	-3 421	-46%
7144-4	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	3 503	4 436	933	27%
	Taxes sur les biens et services	305 191	321 696	26 505	9%
7244-1	Redevance d'usure de la route	10 906	15 315	4 408	40%
7144-5	Taxe sur les carburants	1 618	1 923	305	19%
7141-1	Taxe sur la valeur ajoutée	220 618	234 073	13 454	6%
7142-1	Droits d'accises	20 634	19 629	-1 005	-5%
7211-8	Taxe sur les jeux de hasard	1 758	2 437	678	39%
7144-1	Taxe sur les Transferts	2 627	8 182	5 555	211%
7180-1	Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	6 323	5 905	-418	-7%
7145-*	Contribution Spéciale de Solidarité	16 899	17 993	1 094	6%
7145-*	Redevance audiovisuelle	2 049	1 342	-707	-34%
7145-*	Taxe sur les retraits	1	1	0	2%
7145-*	Taxe des lotisseurs	1	1	0	7%
7145-*	Taxe de fermage-forêts	469	234	-234	-50%
7145-*	Taxe de transferts forestiers-forêts	798	798	0	0%
7243-1	Redevance Universelle	2 400	2 441	41	2%
7145-*	Contribution Spéciale de l'Eau	1 050	1 053	3	0%
7145-*	Contribution Spéciale de l'Électricité	6 900	6 921	21	0%
7335-2	Ristournes Licence de transports	200	203	3	2%
7335-2	Ristournes Cartes grises	150	153	3	2%
7335-2	Ristournes Permis de conduire	100	102	2	2%
7334-5	Amendes transactionnelles Forêts	800	800	0	0%
7335-1	Ristournes DG Marine Marchande	284	289	5	2%
7337-9	Ristournes DGCC	1 033	1 052	19	2%
7337-9	Ristournes CNLCEI	700	713	13	2%
7337-9	Frais de passation des Marchés publics	5 300	3 366	-1 934	-36%
7337-9	Frais d'attestation de non exclusion Marché pub	6,5	6,6	0	2%
	Taxes sur Fret ferroviaire		4 123,4	4 123	-
7337-9	Frais de procédures judiciaires	1 566	2 641,9	1 076	69%
715*	Droits et taxes de douanes	304 297	338 100	33 803	11%
7151-*	Droits et taxes à l'importation	268 027	286 733	18 706	7%
7151-8	Taxe communautaire d'Intégration	6 015	6 571	556	9%
7151-8	Contribution Communautaire d'Intégration	1 389	1 475	86	6%
7151-8	Prélèvement OHADA	2 265	2 482	217	10%
7151-8	Contribution au financement de l'U.A.	531	573	42	8%
7153-5	Redevance informatique	13 575	14 634	1 059	8%
7154-3	Contentieux (Amendes)	443	476	33	7%
7153-1	Travail Extra Légal	71	76	6	8%
7151-2	Droit de douane import	116 726	124 161	7 434	6%
7141-3	Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	108 172	115 413	7 241	7%
7151-5	Droit d'accises	9 371	10 625	1 254	13%

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions FCFA)		Écart LFI 2022/LFR 2021	
		LFR 2021	LFI 2022	Valeur	%
7151-7	Surtaxe temporaire	67	72	5	8%
7151-8	Précompte IRPP	117	127	10	9%
7151-8	Intérêt de crédit	787	849	62	8%
7151-8	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	8 440	9 136	696	8%
7153-2	Magasinage	40	44	3	8%
7151-8	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	17	18	1	8%
7152-*	Droits et taxes à l'exportation	36 270	51 368	15 097	42%
7152-2	Droit de sortie Mines	22 175	26 195	4 020	18%
7152-8	Taxe d'abattement et droit de sortie/Bois débités et ouvrages	13 918	24 910	10 991	79%
7151-6	Timbre Douanier	7	8	1	17%
7152-8	Taxe sur les produits minéraux	170	255	85	50%
	Autres recettes fiscales	23 547	24 761	1 213	5%
7111-8	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	7 734	8 625	891	12%
7111-8	Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	1	1	0	0%
	Taxe de superficie-forêts	12 007	14 900	2 893	24%
7180-1	Autres taxes	3 805	1 234	-2 570	-68%
721*	TITRE 2 : DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	55 791	53 888	-1 902	-3%
	DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	55 791	53 888	-1 902	-3%
741*	Fonds de concours y compris PID/PIH	29 767	33 721	3 954	13%
7412-1	Dons des institutions internationales	26 024	20 168	-5 856	-23%
725*	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	42 737	36 372	-6 365	-15%
7251-*	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	29 313	25 592	-3 721	-13%
7251-*	Cotisations CNAMGS	13 424	10 780	-2 644	-20%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	480 279	629 330	149 051	31%
7741*	Revenus des participations	11 822	14 430	2 608	22%
7741-1	Participations dans les sociétés pétrolières	7 200	7 200	0	0%
7741-2	Participations dans les sociétés minières	2 000	2 006	6	0%
7741-9	Participations dans les autres sociétés	2 622	5 224	2 602	99%
7281-1	Revenus du domaine foncier	2 950	1 606	-1 344	-46%
7212-*	Revenus du domaine pétrolier	413 683	535 486	121 803	29%
7311-*	Ventes Etat Gaz	14 000	14 000	0	0%
7212-1	Redevance pétrolière	211 915	277 024	65 109	31%
	Redevance gazière		1 248	1 248	-
7311-1	Contrat de partage	145 768	202 410	56 642	39%
7311-1	dont transferts à SOGARA	12 200	8 505	-3 695	-30%
7212-2	Redevance superficière	2 000	3 000	1 000	50%
7311-*	Boni sur attribution de permis	40 000	40 000	0	0%
7213-*	Revenus du domaine minier	1 055	8 624	7 569	717%
7211-*	Revenus du domaine forestier	4 281	1 582	-2 699	-63%
	Recettes diverses non fiscales	46 486	67 600	21 114	45%
	Recettes de régies (R7 affectées)	36 430	40 294	3 864	11%
7145-3	. Patentes	4 970	5 817	847	17%
7145-6	. Licences	294	250	-45	-15%
7145-4	. Foncier bâti	9 802	13 908	4 106	42%
7145-5	. Foncier non bâti	1 103	2 242	1 139	103%
7145-1	. Impôt Synthétique Libérateur	2 228	2 748	520	23%
7145-2	. Fonds National de l'habitat	7 787	8 124	337	4%
7180-1	. Contribution pour les ordures ménagères	10 246	7 200	-3 046	-30%

Compte PCE	Nature de la recette	Montant (en millions FCFA)		Écart LFI 2022/LFR 2021	
		LFR 2021	LFI 2022	Valeur	%
	. Taxe vicinale	0	5	5	-
7333-*	Redevance Examen et concours	1 000	1 019	19	2%
7336-1	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	0	1 071	1 071	-
7338-*	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	300	306	6	2%
7337-2	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	65	66	1	2%
7338-*	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	454	462	9	2%
7338-8	Revenus du patrimoine immobilier	156	160	4	3%
7338-8	ROPPRON	100	101	1	1%
7338-8	Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	300	305	5	2%
7338-8	Redevance pour Agrément Technique des Rebuts y compris pénalités	360	366	6	2%
7338-8	Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	100	102	2	2%
7338-8	Ventes de bois illégal ou abandonné	3 200	3 200	0	0%
7380-8	Redevance tests Covid		3 135	3 135	-
7380-8	Recettes ferroviaires		2 352	2 352	-
7380-8	Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE		2 732	2 732	-
7380-8	Autres recettes	4 021	11 929	7 908	197 %
	TOTAL RECETTES PROPRES	1 706 018	2 016 314	310 296	18%

CHAPITRE 3 : DE L'AFFECTATION DES RECETTES

Article 19 : Les recettes et les contributions ci-après sont entièrement recouvrées au profit des bénéficiaires visés ci-dessous ainsi qu'il suit :

Compte PCE	Nature de la recette	Budget Général	Collectivités	CAS Valorisation du Patrimoine	CNAMGS	CAS Financement de l'Habitat	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation pour l'Emploi	CEMAC	CEEAC	OHADA	Union Africaine	CAS Service Universel des Télécommunications électroniques	CAS Service Public de l'Eau et de l'Electricité	CAS Pensions	CAS Sal Pub	ADP Exam Concours	ADP Travail	ANUTTC	Fonds de solidarité Covid-19	ADP Zone instable	ARTE	Compte de Commerce développement durable de la pêche et de l'aquaculture
7151-5	Droit d'accises à l'importation	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-7	Surtaxe temporaire	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Précompte IRPP	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Intérêt de crédit	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Contribution Spéciale de Solidarité (CSS)	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7153-2	Magasinage	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-8	Ventes aux enchères	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7152-2	Droit de sortie Mines	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7151-6	Timbre Douanier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7152-8	Taxe sur les produits minéraux	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7111-8	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7180-1	Autres taxes	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
741*	Dons, legs et fonds de concours	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7412-1	Dons des institutions internationales	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7433-1	Dons intérieurs reçus autres que ceux provenant d'autres budgets publics-fonds de concours	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7251-*	Cotisations retraites (y compris agents publics en détachement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7251-*	Cotisations CNAMGS	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7741-1	Participations dans les sociétés pétrolières	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7281-1	Revenus du domaine foncier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7311-*	Ventes Etat Gaz	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7212-1	Redevance pétrolière	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Redevance gazière	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7311-1	Contrat de partage	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7212-2	Redevance superficière	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7311-*	Boni sur attribution de permis	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7211-*	Revenus du domaine forestier	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7145-2	. Fonds National de l'habitat	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7180-1	. Contribution pour les ordures ménagères	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0
	. Taxe vicinale	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7333-*	Redevance Examen et concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0
7336-1	Ristourne sur Amendes et divers-ANUTTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0
7338-*	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0
7337-2	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0
7338-*	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	0
7338-8	Revenus du patrimoine immobilier	0	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7338-8	ROPPRON	0	50	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Redevance tests Covid	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0
	Recettes ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0

A- Des dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux

Article 21 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux sont imputées aux sous comptes du Compte Unique du Trésor ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 22 : Il est créé un compte de commerce intitulé *Développement durable du secteur pêche et aquaculture*.

Article 23 : Le compte de commerce intitulé *Développement durable du secteur pêche et aquaculture* retrace :

En recettes :

- les recettes issues du prélèvement des ressources halieutiques ;
- les fonds de concours issus de l'appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle ;
- le droit perçu lors de la délivrance du certificat sanitaire des produits de la pêche ;
- la taxe de renouvellement des licences, permis, agréments et autorisations.

En dépenses :

- les projets de développement des infrastructures de la pêche ;
- l'amélioration de la gouvernance du secteur halieutique ;
- la traçabilité et la garantie de la qualité pour les consommateurs.

Article 24 : Les comptes d'affectation spéciale intitulés *Pensions, Prestations familiales et sociales, Promotion du sport, Promotion audiovisuelle et cinématographique, Formation pour l'emploi, Service universel des communications électroniques, Service Public Eau et Electricité, Salubrité publique, Financement de l'habitat et Valorisation du patrimoine de l'Etat* sont reconduits.

Article 25 : Pour tous les comptes spéciaux, à l'exception de ceux relatifs aux *Pensions* et aux *Prestations familiales et sociales*, les frais de gestion ne peuvent excéder 10% des ressources générées par ces comptes.

Les frais de gestion du compte d'affectation spéciale *Pensions* sont fixés à 5% de la part patronale des dépenses de pension.

Les frais de gestion ne s'appliquent pas au compte d'affectation spéciale *Prestations familiales et sociales*.

Article 26 : La création de toute nouvelle recette affectée et de tout prélèvement assimilé est subordonnée à une évaluation préalable de son rendement, de son impact sur l'inflation et de sa contribution à la mise en œuvre de la politique publique visée. Cette évaluation préalable doit être transmise au Parlement.

B- Des dispositions relatives aux comptes de garanties

Article 27 : Au sens de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 62 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée, on entend par garantie, l'engagement par lequel l'Etat accorde sa caution à un organisme dont il veut faciliter les opérations d'emprunt, en garantissant aux prêteurs le service des intérêts et le remboursement du capital en cas de défaillance de leur débiteur.

La loi de finances fixe, les limites et les conditions des engagements de l'Etat.

En cas de risque de mise en jeu de la garantie, des crédits budgétaires sont ouverts dans la "Dotation pour risque de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat" à concurrence du risque encouru.

C- Des dispositions relatives aux attributions de produits et fonds de concours

Article 28 : Les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par certains services de l'Etat font l'objet d'attributions de produits, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

La recette n'est définitivement acquise au bénéficiaire qu'après réalisation des prestations.

Article 29 : Les plafonds de dépenses liés aux recettes affectées, fixés par la présente loi de finances, peuvent être levés en cas d'excédent sur les prévisions initiales. La levée de ces plafonds est effectuée par le **Ministre chargé du Budget**, à la demande dûment motivée du bénéficiaire.

Article 30 : Au titre de l'exercice 2022, les prélèvements opérés au profit des attributions de produits visées aux articles 19 et 20 ci-dessus, sont évalués à douze milliards neuf cent trente-deux millions quatre-vingt-quinze mille neuf cent quarante-six (12.932.095.946) FCFA, et se répartissent comme suit :

Titres et catégories	Montant (en millions FCFA)		Ecart LFI 2022/LFR 2021	
	LFR 2021	LFI 2022	Valeur	%
Attributions de Produits et autres recettes affectées	5 072	12 932	7 860	155%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	206	196	-10	-5%
Licence de transports (DGTT)	80	81	1	2%
Cartes grises (DGTT)	60	61	1	2%
Permis de conduire (DGTT)	40	41	1	2%
DG Marine Marchande	114	116	2	2%
Fonds de soutien minier	0,70	0,70	0	0%
Redevance Examen et concours	1 000	1 019	19	2%
Redevance pour carte de commerçant y compris pénalités	210	214	4	2%
Redevance pour Agrément Technique des Rebutis y compris pénalités	252	257	5	2%
Redevance pour Agrément Technique Industriel y compris pénalités	70	71	1	2%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	300	306	6	2%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	65	66	1	2%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	454	462	9	2%
Ristournes DGCC	682	421	-261	-38%
Ristournes CNLCEI	350		-350	-100%
Produits des procédures judiciaires	533	1 057	524	98%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	656	1 306	650	99%
Riposte Covid-19		3 135	3 135	-
Contrepartie Zones instables ferroviaires		4 123	4 123	-

Article 31 : Il est ouvert des fonds de concours alimentés par les ressources issues :

- de la Provision pour Investissement Diversifié, en abrégé PID, évalués à trente milliards quatre cent cinquante et un millions quatre cent quarante-quatre mille soixante (30.451.444.060) FCFA ;
- du Système Japonais de Coopération Internationale évalué à un milliard cinq cent dix-sept millions quatre cent trente-neuf mille (1.517.439.000) FCFA ;
- de l'Union Européenne, évaluées à un milliard quatre-vingt-quatorze millions huit cent trente-trois mille trois cent trente-trois (1.094.833.333) FCFA ;
- de la Commission Européenne évalué à six cent cinquante-six millions neuf cent mille (656.900.000) FCFA.

Article 32 : Les recettes et les dépenses liées aux fonds de concours sont évaluées en équilibre à trente-trois milliards sept cent vingt millions six cent seize mille trois cent quatre-vingt-treize (33.720.616.393) FCFA. Le détail desdits fonds de concours, qui intègre ceux visés à l'article 31 ci-dessus, est présenté à l'article 57 de la présente loi.

CHAPITRE 4 : DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES

A- Des dispositions relatives aux collectivités locales

Article 33 : L'ensemble des ressources des collectivités locales est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.

Article 34 : Pour l'année budgétaire 2022, les prélèvements opérés au profit des collectivités locales sont évalués à vingt-neuf milliards cinq cent vingt-neuf millions huit cent soixante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (29 529 869 999) FCFA, et se répartissent comme suit :

Nature de la recette	Montant (en millions FCFA)		Ecart LFI 2022/LFR 2021	
	LFR 2021	LFI 2022	Valeurs	%
Impôts sur le revenu des personnes physiques y compris précompte IRPP forestier	3 519	2 952	-567	-16%
Péréquation Collectivités	680	388	-292	-43%
Acomptes versés par les salariés	6 513	6 234	-279	-4%
Taxe sur les carburants	1 564	1 923	359	23%
Patentes	3 479	4 072	593	17%
Licences	206	175	-31	-15%
Foncier bâti	6 862	9 736	2 874	42%
Foncier non bâti	772	1 569	797	103%
ISL	1 560	1 924	364	23%
ROPPRON	50	51	1	1%
Prélèvement libératoire/succession	23	41	18	82%
Taxe sur les carrières	53	431	378	717%
Taxe vicinale		5	5	-
Vente de terrains communaux	12	29	17	144%
TOTAL RECETTES	25 292	29 530	4 237	17%

B- Des dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 35 : Les recettes ci-après, prélevées au cordon douanier, sont rétrocédées directement au profit des organismes communautaires auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges. Elles sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit :

- de la contribution communautaire d'intégration, en abrégé CCI, pour le compte de la CEEAC ;
- de la taxe communautaire d'intégration, en abrégé TCI, pour le compte de la CEMAC ;
- du prélèvement au profit de l'OHADA ;
- de la contribution à l'Union Africaine.

Article 36 : Le montant des prélèvements au profit des organismes internationaux est évalué à onze milliards cent un millions deux cent vingt-six mille huit cent soixante-huit (11.101.226.868) FCFA au titre de l'année 2022. Il se répartit comme suit :

Titres et catégories	Montant (en millions FCFA)		Ecart LFI 2022/LFR 2021	
	LFR 2021	LFI 2022	Valeurs	%
Contributions Communautaires	10 201	11 101	901	8,83%
Taxe communautaire d'Intégration	6 015	6 571	556	9,24%
Contribution Communautaire d'Intégration	1 389	1 475	86	6,18%
Prélèvement OHADA	2 265	2 482	217	9,58%
Contribution à l'Union Africaine	531	573	42	7,85%

C- Des dispositions relatives aux établissements publics

Article 37 : Les recettes concédées par l'Etat aux établissements publics sont estimées à cinquante et un milliards cinquante-sept millions sept cent soixante-deux mille neuf cent trente-neuf (51.057.762.939) FCFA, conformément aux dispositions en vigueur et sont détaillées ainsi qu'il suit :

Nature de la recette	Montant (en millions FCFA)		Écart LFI 2022/LFR 2021	
	LFR 2021	LFI 2022	Valeurs	%
Taxe sur les jeux de hasard (ANPN)	176	244	68	38,56%
Contribution spéciale de solidarité/GEF (CNAMGS)	25 339	27 129	1 790	7,06%
Cotisations CNAMGS (Agents Publics)	13 424	10 780	-2 644	-19,70%
Participations minières (SEM)	250	502	252	100,60%
Produits du Contrôle forestier (Agence d'exécution de la filière forêt bois)	6 481	6 801	320	4,94%
Produit des procédures de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCCEI)	350	499	149	42,52%
Recettes ferroviaires (ARTF)		2 352	2 352	-
Ristourne sur Amendes et divers (ANUTTC)		1 071	1 071	-
Produits de la procédure de passation des marchés publics (Agence de régulation des marchés publics)	2 645	1 682	-963	-36,41%
TOTAL RECETTES	48 314	51 058	2 743	5,68%

TITRE II : DES PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

Article 38 : Les dépenses budgétaires de l'Etat pour l'année 2022, sont arrêtées à mille neuf cent quatre-vingt-douze milliards cinq cent quarante-six millions soixante-quinze mille huit cent quarante-et-un (1.992.546.075.841) FCFA.

Elles comprennent :

-les dépenses du budget général, arrêtées à mille huit cent quarante-un milliards huit cent soixante-dix-sept millions quatre cent quarante-deux mille sept cent soixante-huit (1.841.877.442.768) FCFA dont douze milliards neuf cent trente-deux millions quatre-vingt-cinq mille neuf cent quatre-vingt-seize (12.932.085.996) FCFA en attribution de produits aux administrations centrales, hors contributions aux organismes communautaires, aux collectivités locales et aux établissements publics ;

-les dépenses des comptes spéciaux, chiffrées à cent cinquante milliards six cent soixante-huit millions six cent trente-trois mille soixante-treize (150.668.633.073) FCFA.

Tableau des plafonds de dépenses du budget général

Titres et catégories	LFR 2021	LFI 2022	Ecart LFI 2022/LFR 2021	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	293 628	316 911	23 282	8%
Extérieure	186 216	171 111	-15 105	-8%
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	186 216	171 111	-15 105	-8%
<i>Bilatéraux</i>	22 577	22 879	302	1%
<i>Multilatéraux</i>	29 830	38 442	8 612	29%
<i>Banques</i>	14 978	11 945	-3 034	-20%
<i>Marchés Financiers</i>	118 830	97 845	-20 985	-18%
Intérieur	107 412	145 800	38 388	36%
Intérieurs-DGD	96 233	123 067	26 833	28%
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	96 233	123 067	26 833	28%
<i>Banques intérieures</i>	30 797	27 497	-3 300	-11%
<i>Marchés Financiers</i>	65 436	95 570	30 134	46%
Trésor-dette	11 179	22 733	11 554	103%
<i>BEAC (agios)</i>		820	820	-
<i>Facilités de caisse</i>	2 571	2 672	101	4%
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	7 720	17 895	10 175	132%
<i>Autres frais bancaires</i>	888	1 345	458	52%
Titre 2. Dépenses de personnel	685 100	684 006	-1 094	0%
Rémunérations du personnel	685 100	684 006	-1 094	0%
<i>dont Solde permanente</i>	632 100	630 816	-1 284	0%
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	38 000	38 190	190	0%
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	15 000	15 000	0	0%
Titre 3. Dépenses de biens et services	286 007	284 990	-1 017	0%
<i>Remboursement TVA</i>	54 078	53 891	-188	0%
<i>Dépenses d'utilité publique</i>	11 445	15 680	4 235	37%
<i>Dépenses Covid</i>	59 760	35 527	-24 233	-41%
<i>Gabon Egalité</i>	1 687	2 074	387	23%
<i>Prime d'assurance</i>	1 000	1 421	421	42%

Titres et catégories	LFR 2021	LFI 2022	Ecart LFI 2022/LFR 2021	
			Valeur	%
<i>Inhumation et aides aux familles</i>	524	1 838	1 315	251%
<i>Elections</i>	0	6 285	6 285	-
<i>Autres biens et services</i>	163 886	159 100	-4 786	-3%
<i>Attributions de Produits</i>	5 072	8 809	3 737	74%
DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	206	196	-10	-5%
Licence de transports (DGTT)	80	81	1	2%
Cartes grises (DGTT)	60	61	1	2%
Permis de conduire (DGTT)	40	41	1	2%
DG Marine Marchande	114	116	2	2%
Fonds de soutien minier	0,7	0,7	0,0	0%
ADP Industrie	70	71	1	2%
ADP Commerce	462	470	8	2%
Redevance Examen et concours	1 000	1 019	19	2%
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	300	306	6	2%
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	65	66	1	2%
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	454	462	9	2%
Fonds Souverain de la République Gabonaise	656	1 306	650	99%
ADP procédures judiciaires	533	1 057	524	98%
Ristournes DGCC	682	421	-261	-38%
Ristournes CNLCEI	350	0	-350	-100%
Riposte Covid-19 (produit des tests PCR)	0	3 135	3 135	-
Titre 4. Dépenses de transfert	193 689	192 974	-715	0%
<i>dont :</i>				
<i>Dons Covid Sinopharm</i>	4 400	0	-4 400	-100%
<i>Soutien des prix des produits pétroliers</i>	10 700	8 505	-2 195	-21%
<i>Fonds de concours</i>	0	1 095	1 095	-
<i>PID-PIH</i>	0	5 279	5 279	-
<i>Autres transferts dont :</i>	178 589	178 095	-494	0%
<i>Dons fonctionnement</i>	2 802	14 141	11 339	405%
<i>Cotisations internationales</i>	8 202	8 747	545	7%
<i>Bourses</i>	48 660	45 160	-3 500	-7%
<i>Samu social</i>	1 400	1 485	85	6%
<i>Veuves et orphelins</i>	1 300	1 300	0	0%
<i>Provision élections sénatoriales</i>	2 213	0	-2 213	-100%
<i>CNAMGS</i>	30 376	30 376	0	-100%
<i>dont :</i>				
<i>Part patronale</i>	13 524	9 966	-3 558	-26%
<i>Filets sociaux</i>	4 923	2 400	-2 523	-51%
<i>Familles économiquement faibles</i>	2 000	2 000	0	0%
<i>Personne âgée</i>	1 797	1 528	-269	-15%
<i>CNAMGS</i>	2 353	2 353	0	-100%
<i>Gratuité des accouchements</i>	7 779	7 872	93	1%
<i>Gabon Egalité</i>	1 007	1 439	432	43%
<i>Institutions</i>	6 734	3 860	-2 874	-43%
<i>Autorités administratives indépendantes</i>	2 286	1 356	-576	-25%
<i>Inhumation et aides aux familles</i>	2 454	2 400	-54	-2%
<i>Hôpitaux</i>	12 907	13 656	749	6%
<i>dont Covid 19</i>	3 500	3 500	0	0%
<i>Prime d'assurance</i>	400	400	0	0%
<i>Ticket modérateur</i>	8 967	4 500	-4 467	-50%
<i>Collectivités locales et administration déconcentrée</i>	17 819	17 819	0	0%
<i>Opérateurs et autres transferts</i>	31 819	31 456	-363	-1%
Titre 5. Dépenses d'investissement	353 310	326 497	-26 813	-8%
<i>Financements sur ressources propres</i>	151 281	168 673	17 393	11%
<i>Dont dépenses Covid</i>	340	432	92	27%
<i>Projets sur dons</i>	18 822	6 027	-12 795	-68%
<i>Projets sur fonds de concours PID-PIH</i>	29 767	16 673	-13 094	-44%
<i>Dépenses Covid PID-PIH</i>	-	1 000	1 000	-
<i>Financements extérieurs</i>	153 441	130 001	-23 440	-15%
<i>Contrepartie Zone instables ferroviaires</i>	-	4 123	4 123	-
Titre 6. Autres dépenses	23 426	36 500	13 074	56%
Intérieurs-AJE	7 000	15 000	8 000	114%
Protocoles transactionnels	4 748	10 175	5 427	114%

Titres et catégories	LFR 2021	LFI 2022	Ecart LFI 2022/LFR 2021	
			Valeur	%
Condammations pécuniaires	1 480	3 171	1 691	114%
Séquestres	379	811	433	114%
Autres	393	843	449	114%
Restructuration des entreprises	8 065	14 500	6 435	80%
Coûts sociaux de restructuration	8 065	14 500	6 435	80%
Divers	8 361	7 000	-1 361	-16%
Dette aux agents de l'Etat (Rappels)	3 000	3 000	0	0%
Autres contentieux	1 611	2 000	389	24%
Garantie de l'État sur PPP	3 750	2 000	-1 750	-47%
TOTAL	1 835 160	1 841 877	6 718	0,4%

TITRE III : DE L'EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

CHAPITRE PREMIER : DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 39 : Pour l'année 2022, les opérations budgétaires de l'Etat composées des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux sont respectivement arrêtées à mille neuf cent vingt-quatre milliards six cent vingt-cinq millions deux cent quatre-vingt-douze mille neuf cent soixante-onze (1.924.625.292.971) FCFA et à mille neuf cent quatre-vingt-douze milliards cinq cent quarante-six millions soixante-quinze mille huit cent quarante-un (1.992.546.075.841) FCFA.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire général

Recettes	2022	Dépenses	2022	Soldes 2022
BUDGET GENERAL				
Titre 1. Recettes fiscales	1 259 735	Titre 1. Charges financières de la dette	316 911	- 67 921
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	53 231	Titre 2. Dépenses de personnel	684 006	
Titre 3. Cotisations sociales	10 780	Titre 3. Dépenses de biens et services	284 990	
Titre 4. Autres recettes	608 063	Titre 4. Dépenses de transfert	192 974	
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 931 810	Titre 5. Dépenses d'investissement	326 497	
PRELEVEMENTS	-157 853	Titre 6. Autres dépenses	36 500	
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	- 29 530			
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	- 11 101			
Prélèvement au profit de la part patronale des pensions	- 49 664			
Prélèvement au profit des prestations familiales	- 16 500			
Prélèvement de la CSS (GEF)	- 27 129			
Prélèvement des Cotisations d'assurance maladie obligatoire des agents publics	- 10 780			
Prélèvement sur les participations au profit de la SEM	- 502			
Prélèvement Taxe sur les jeux (10%)	- 244			
Prélèvement Agence d'exécution de la filière forêt bois	- 6 801			
Prélèvement Recettes ferroviaires ARTF	- 2 352			
Prélèvement Marchés publics	- 1 682			
Ristourne sur Amendes et divers ANUTTC	- 1 071			
Prélèvement Lutte contre l'enrichissement illicite	- 499			
Dont Evaluation des Fonds de concours et ADP	12 932	Dont Crédits relatifs aux Fonds de concours et ADP	12 932	
Lutte contre le tabagisme	196,3	ADP Santé	196,3	

Recettes	2022	Dépenses	2022	Soldes 2022
Redevances Examens et Concours	1 019,0	ADP examens et concours (DG Examens et concours)		1 019,0
Ristournes DG Marine Marchande	115,6	ADP Marine marchande		115,6
Permis de conduire, Licences et cartes grises des Transport terrestre	183,1	ADP Transport terrestre (DGTT)		183,1
Licences, médailles et diplômes sur Travail	834,2	ADP Travail (DGT)		834,2
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières	0,7	Fonds de soutien minier		0,7
Produits des redevances d'agrément technique industriel	71,3	ADP Industrie		71,3
Produits des redevances d'agrément technique des rebuts et carte de commerçants	470,3	ADP Commerce		470,3
Participations dans les autres sociétés	1 306,1	Fonds Souverain de la République Gabonaise		1 306,1
Produits des procédures judiciaires	1 056,8	ADP procédures judiciaires		1 056,8
Ristournes DGCC	420,6	ADP Concurrence		420,6
Riposte Covid-19	3 134,9	ADP Fonds de Solidarité Covid		3 134,9
Zone instables ferroviaires	4 123,4	ADP ARTF		4 123,4
TOTAL DES RECETTES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL	1 773 957	TOTAL DEPENSES NETTES POUR LE BUDGET GENERAL		1 841 877
COMPTES SPECIAUX				
COMPTES DE COMMERCE				
DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE	3 389	DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PECHE		3 389
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	657	Titre 3. Dépenses de biens et services		339
Appui aux politiques sectorielles de la pêche-FDC UE	657	Titre 5. Dépenses d'investissement		3 050
Titre 4 : Autres recettes	2 732			
Recettes issues prélèvement des ressources halieutiques CE	2 732			
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE (CAS)				
PENSIONS	78 256	PENSIONS		78 256
Titre 3. Cotisations sociales	75 256	Titre 4. Dépenses de transfert		75 256
Part salariale (y compris agents en détachement)	25 592	Pensions civiles et militaires		
Part patronale de l'Etat	49 664	Pensions spéciales		
Versement du budget général	3 000	Titre 6. Autres dépenses		3 000
		Rappel pensions NSR		3 000
PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	16 500	PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES		16 500
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	Titre 4. Dépenses de transfert		16 500
Part patronale	16 500	Prestations familiales		16 500
PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE	1 342	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE		1 342
Titre 1. Recettes fiscales	1 342	Titre 3. Dépenses de biens et services		447
Redevance audiovisuelle	1 342	Titre 5. Dépenses d'investissement		895
PROMOTION DU SPORT	4 413	PROMOTION DU SPORT		4 413
Titre 1. Recettes fiscales	4 413	Titre 3. Dépenses de biens et services		2 207
Taxe sur les jeux de hasard	487	Titre 5. Dépenses d'investissement		2 207
Droits d'accises	3 926			
FORMATION POUR L'EMPLOI	4 572	FORMATION POUR L'EMPLOI		4 572
Titre 1. Recettes fiscales	4 572	Titre 3. Dépenses de biens et services		1 524
Taxe de formation professionnelle	4 572	Titre 5. Dépenses d'investissement		3 048
SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	2 441	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES		2 441
Titre 1. Recettes fiscales	2 441	Titre 3. Dépenses de biens et services		
Redevance Universelle	2 441	Titre 5. Dépenses d'investissement		2 441
VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT	16 457	VALORISATION DU PATRIMOINE DE L'ETAT		16 457
Titre 1. Recettes fiscales	16 246	Titre 3. Dépenses de biens et services		1 935
Redevance d'Usure de la Route	15 315	Titre 5. Dépenses d'investissement		14 523
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	932			

Recettes	2022	Dépenses	2022	Soldes 2022
Titre 4. Autres recettes	211			
ROPFRON	51			
Revenus du patrimoine immobilier	160			
FINANCEMENT DE L'HABITAT	8 124	FINANCEMENT DE L'HABITAT		8 124
Titre 4. Autres recettes	8 124	Titre 3. Dépenses de biens et services		1 625
Fonds National de l'habitat	8 124	Titre 5. Dépenses d'investissement		6 499
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	7 974	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE		7 974
Titre 1. Recettes fiscales	7 974	Titre 3. Dépenses de biens et services		2 392
Redevance de l'eau	1 053	Titre 5. Dépenses d'investissement		5 582
Redevance de l'électricité	6 921			
SALUBRITE PUBLIQUE	7 200	SALUBRITE PUBLIQUE		7 200
Titre 4. Autres recettes	7 200	Titre 3. Dépenses de biens et services		1 468
Redevance des ordures ménagères	7 200	Titre 4. Dépenses d'investissement		4 697
		Titre 5. Dépenses d'investissement		1 035
TOTAL RECETTES COMPTES SPECIAUX	150 669	TOTAL DEPENSES COMPTES SPECIAUX		150 669
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	1 924 625	TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT		1 992 546
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL				- 67 921
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE				-121 152
SOLDE BUDGETAIRE /PIB				-0,71%

Article 40 : Le solde budgétaire global fait ressortir un besoin de financement du budget général de soixante-sept milliards neuf cent vingt millions sept cent quatre-vingt-deux mille huit cent soixante-neuf (67.920.782.869) FCFA.

CHAPITRE 2 : DES CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 41 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2022-2024.

Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Gouvernement est, par ailleurs, autorisé à entreprendre dans le cadre de la gestion active de la dette, toutes opérations permettant de rendre liquides les moratoires et autres passifs inscrits dans son portefeuille de dettes intérieures.

Le Ministre chargé de l'Economie est seul habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions.

Article 42 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de huit cent cinquante-deux milliards trois cent soixante-quatre millions quatre cent quatre-vingt-huit mille quatre cent soixante-dix-neuf (852.364.488.479) FCFA contre un niveau de ressources de neuf cent vingt milliards deux cent quatre-vingt-cinq millions deux cent soixante-onze mille trois cent quatre-huit (920.285.271.348) FCFA.

Il en résulte une capacité de financement de soixante-sept milliards neuf cent vingt millions sept cent quatre-vingt-deux mille huit cent soixante-neuf (67.920.782.869) FCFA. Cette capacité de financement vient en équilibre au besoin de financement constaté à l'article 40 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions FCFA, dans le tableau ci-dessous :

Tableau des flux de trésorerie

	LFR 2021	LFI 2022	Ecart LFI 2022/LFR 2021	
			Valeur	%
Charges de trésorerie et de financement				
Amortissement dette extérieure	635 271	214 838	- 420 433	-66%
Emprunts extérieurs-courants	605 545	214 838	- 390 707	-65%
Bilatéraux	71 936	80 177	8 242	11%
Multilatéraux	65 605	81 937	16 332	25%
Banques	63 755	52 724	-11 031	-17%
Marché international	404 250	-	-404 250	-100%
Emprunts extérieurs-arriérés	29 726	-	- 29 726	-100%
Bilatéraux	1 408	-	-1 408	-100%
Multilatéraux	14 625	-	-14 625	-100%
Banques	13 692	-	-13 692	-100%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	286 904	355 192	68 288	24%
Intérieur-DGD	286 904	355 192	68 288	24%
Emprunts intérieurs-courants	286 904	355 192	68 288	24%
Banques	52 583	44 287	-8 296	-16%
Moratoires	77 654	62 422	-15 232	-20%
Marchés Financiers	156 667	248 482	91 815	59%
Autres amortissements	146 649	127 147	- 19 502	-13%
Instances Trésor de la période précédente	93 771	77 147	-16 624	-18%
Arriérés de TVA	44 000	50 000	6 000	14%
Arriérés intérêts extérieurs	8 877	-	-8 877	-100%
Prêts, avances et dépôts	3 000	155 188	152 188	5073%
Fonds Souverain de la RG	3 000	10 000	7 000	233%
Dépôts BEAC	-	145 188	145 188	-
Total	1 071 824	852 364	- 219 459	-20%
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	338 743	287 462	- 51 281	-15%
Tirages sur conventions en cours	153 441	124 521	-28 920	-19%
Tirages sur nouvelles conventions	-	5 480	5 480	-
Tirages sur prêts programmes	185 302	157 462	-27 840	-15%
Fonds Monétaire International	120 000	54 400	-65 600	-55%
Banque Mondiale	10 659	-	-10 659	-100%
Agence Française de Développement	-	30 000	30 000	-
BDEAC	15 000	7 500	-7 500	-50%
BAD	39 643	65 562	25 919	65%
Droits de Tirages Spéciaux	-	212 000	212 000	-
Emissions de titres publics	1 006 000	351 431	- 654 569	-65%
Emissions de titres publics sur le Marché international	495 000	-	-495 000	-100%
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	511 000	351 431	-159 569	-31%
Financement non bancaire	76 836	69 392	- 7 444	-10%
Accumulation des instances	76 836	69 392	-7 444	-10%
Total	1 421 579	920 285	- 501 294	-35%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	349 756	67 921		
Solde budgétaire global	- 349 756	-67 921		
Solde net	0	0		

Article 43 : Les opérations budgétaires, de trésorerie et de financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à deux mille neuf cent trente-six milliards cinq cent quatre-vingt-dix-neuf millions quatre cent vingt-quatre mille cent vingt-six (2.936.599.424.126) FCFA.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire global

RECETTES DE L'ETAT	LFI 2022	Valeur	%	DEPENSES DE L'ETAT	LFI 2022	Valeur	%
BUDGET GENERAL							
Titre 1 : Recettes fiscales	1 259 735	164 088	15%	Titre 1. Charges financières de la dette	316 911	23 282	8%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	53 231	-2 559	-5%	Titre 2. Dépenses de personnel	684 006	-1 094	0%
Titre 3 : Cotisations sociales	10 780	-2 644	-20%	Titre 3. Dépenses de biens et services	284 990	-1 017	0%
Titre 4 : Autres recettes	608 063	146 023	32%	Titre 4. Dépenses de transfert	192 974	-715	0%
				Titre 5. Dépenses d'investissement	326 497	-26 813	-8%
				Titre 6. Autres dépenses	36 500	13 074	56%
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL	1 931 810	304 907	19%	TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 841 877	6 718	0%
PRELEVEMENTS							
Prélèvement sur les recettes au profit des collectivités locales	-29 530	-4 237	17%				
Prélèvement sur les recettes au profit des organisations internationales	-11 101	-901	9%				
Prélèvement au profit des établissements publics et assimilés	-51 058	-2 743	6%				
Prélèvement au profit des prestations sociales et part patronale des pensions	-66 164	-8 473	15%				
COMPTES SPECIAUX							
Titre 1. Recettes fiscales	36 989	5 425	17%	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 937	2 584	28%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	657	657	-				
Titre 3. Cotisations sociales	91 756	4 753	5%	Titre 4. Dépenses de transfert	96 454	9 450	11%
Titre 4. Autres recettes	21 267	3 028	17%	Titre 5. Dépenses d'investissement	39 278	-1 171	-3%
				Titre 6. Autres dépenses	3 000	3 000	-
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	150 669	13 862	10%	TOTAL DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	150 669	13 862	10%
OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT							
Tirages	287 462	-51 281	-15%	Amortissement dette extérieure	214 838	-420 433	-66%
DTS	212 000	212 000	-	Amortissement des prêts du secteur bancaire	355 192	68 288	24%
Emissions de titres publics	351 431	-654 569	-65%	Autres amortissements	127 147	-19 502	-13%
Financement non bancaire	69 392	-7 444	-10%	Prêts et avances	155 188	152 188	5073%
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	920 285	-501 294	-35%	TOTAL CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	852 364	-219 459	-20%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT	2 844 911	-198 879	-7%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT	2 844 911	-198 879	-7%
TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	91 689	7 881	9%	TOTAL RISTOURNES (SPP, cotisations etc.)	91 689	7 881	9%
TOTAL RECETTES DE L'ETAT y compris ristournes	2 936 599	-190 998	-6%	TOTAL DEPENSES DE L'ETAT y compris ristournes	2 936 599	-190 997	-6%

CHAPITRE 3 : DU PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 44 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à trois cent seize milliards neuf cent dix millions sept cent soixante-trois mille cent soixante-dix-neuf (316.910.763.179) FCFA, et les amortissements de prêts d'un montant de six cent quatre-vingt-dix-sept milliards cent soixante-seize millions quatre cent quatre-vingt-huit mille quatre cent soixante-dix-neuf (697.176.488.479) FCFA pour le budget 2022, est arrêté à la somme de mille quatorze milliards quatre-vingt-sept millions deux cent cinquante et un mille six cent cinquante-huit (1.014.087.251.658) FCFA.

CHAPITRE 4 : DES DEPENSES LIEES A LA RIPOSTE COVID-19

Article 45 : Les recettes et les dépenses liées à la « Riposte COVID-19 » sont évaluées en équilibre à quarante milliards cinq cent vingt-huit millions deux quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent cinquante-cinq (40.528.299.555) FCFA, répartis comme suit :

Recettes		Dépenses	
Source de financement	Montant	Montant	Titres
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	2 517	35 527	Titre 3. Dépenses de biens et services
Don Agence Japan International Coopération System (JICS)	1 517	7 524	Vaccins
Fonds de concours PID-PIH	1 000	1 612	Consommables médicaux
Titre 4 : Autres recettes	3 135	2 380	Fournitures informatiques -Collecte & sécurisation des données
Redevance tests Covid VIP	3 135	655	Fournitures spécifiques -Chaîne de froid
Ressources de trésorerie	7 569	214	Matériel & consommables informatiques
Appui Covid 19 - BIRD (Banque Mondiale)	69	3 038	Ressources humaines
Appui Covid 19 – BDEAC	7 500	941	Renforcement des capacités des Ressources humaines
Financement État Gabonais	27 307	400	Pharmaco-vigilance
		3 020	Suivi et évaluation
		500	Communication & mobilisation sociale
		200	Gestion des déchets
		1 111	Fonctionnement Copivac
		5 500	Fournitures spécifiques-Diagnostic
		6 000	Fournitures spécifiques-Prise en charge des Patients
		821	Fournitures spécifiques-Réactifs
		1 561	Fonctionnement Copil
		50	Fonctionnement Fonds de Solidarité Covid-19
		3 500	Titre 4 : dépenses de transfert
		1 000	Vaccins
		1 500	Laboratoire Professeur Daniel Gahouma
		1 000	Hôpital de campagne d'Angondjé
		1 501	Titre 5 : dépenses d'investissement
		432	Équipements Sanitaires spécifiques
		69	Équipements Sanitaires spécifiques (BIRD)
		1 000	Équipement des centres de traitement COVID-19 (PID PIH)
Total	40 528	40 528	Total

CHAPITRE 5 : DES MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 46 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2022, par programme et titre de dépenses, à soixante-onze milliards cinq cent quatorze millions neuf cent quatre-vingt-douze mille neuf cent quatre-vingt-et-onze (71.514.992.991) FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre (en million FCFA)

Titres et catégories	Taux de réserve	Montant LFI 2022
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	-
Titre 2. Dépenses de personnel	0%	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	20%	29 425
Titre 4. Dépenses de transfert	15%	12 458
Titre 5. Dépenses d'investissement	16%	27 883
Titre 6. Autres dépenses	10%	1 749
Total		71 515

La réserve par titre et programme ainsi constituée sur le budget de l'Etat n'est levée, en totalité ou en partie, qu'en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport conjoint des Ministres chargés de l'Economie et du Budget.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, les projets avec financement extérieurs et leurs contreparties, les garanties des projets sur partenariats public-privé, les fonds de concours, les comptes spéciaux, les attributions de produits, les cotisations internationales, les bourses, les dépenses publiques pour les missions diplomatiques et les postes consulaires de la République Gabonaise, les émoluments des chefferies, les rémunérations des élus locaux, les arriérés de solde et le contentieux de l'Etat, ainsi que toutes les autres dépenses sociales citées ci-dessous, notamment :

- les aides en espèces fournies aux gabonais économiquement faibles ;
- les biens et services fournis directement aux gabonais économiquement faibles ;
- les prestations ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes ;
- l'assurance et l'assistance sociales ;
- les dépenses publiques pour la santé, l'éducation et la formation professionnelle.

Article 47 : L'exécution du budget est assise sur un plan de trésorerie. A la fin de chaque trimestre, il est élaboré un rapport d'exécution budgétaire. A cet effet, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est inférieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits ouverts à l'exécution sont automatiquement ajustés à la baisse dans les mêmes proportions.

Le cas échéant, si le niveau de l'exécution des recettes à la fin d'un trimestre est supérieur de 5% au moins des prévisions du plan de trésorerie, les crédits sont exécutés conformément au plan de trésorerie.

Article 48 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 susvisée et suivant le rapport du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/4
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/4
Fonds Souverain de la République Gabonaise	1/4

SECONDE PARTIE : DES MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE I : DE LA REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

CHAPITRE PREMIER : DES CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 49 : Au titre de l'exercice budgétaire 2022, quarante-deux (42) missions sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente dans les tableaux ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
	Budget général	Montant	Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
1	Action extérieure de l'Etat	23 691 505 537	24 367 977 706	0	24 367 977 706	676 472 169
2	Administration du territoire	28 196 763 054	29 139 583 370	0	29 139 583 370	942 820 316
3	Agriculture, élevage et pêche	14 876 140 975	16 639 612 000	4 966 623 556	21 606 235 556	6 730 094 581
4	Aménagement du territoire et tourisme	4 538 730 524	5 559 348 633	0	5 559 348 633	1 020 618 109
5	Conseil et contrôle	3 317 748 151	4 007 374 276	0	4 007 374 276	689 626 125
6	Culture et éducation populaire	8 805 588 905	10 213 404 197	0	10 213 404 197	1 407 815 293
7	Défense	173 233 292 865	173 233 292 865	0	173 233 292 865	0
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	16 290 974 216	17 291 733 462	0	17 291 733 462	1 000 759 246
9	Economie forestière et protection de l'environnement	29 603 015 960	13 845 854 960	16 050 117 274	29 895 972 234	292 956 274
10	Communication	22 904 852 164	22 797 817 414	0	22 797 817 414	-107 034 750
11	Education nationale	200 405 437 776	183 142 620 990	4 737 011 252	187 879 632 242	-12 525 805 533
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	102 393 195 274	97 879 382 715	6 928 332 808	104 807 715 523	2 414 520 249
13	Entrepreneuriat et commerce	9 800 929 685	10 014 174 685	470 316 000	10 484 490 685	683 561 000
14	Gestion des finances publiques	88 646 874 546	92 933 176 442	0	92 933 176 442	4 286 301 897
15	Constructions, logements et équipements collectifs	94 741 861 484	82 930 086 778	5 000 000 000	87 930 086 778	-6 811 774 706
16	Industrie et mines	4 261 789 763	4 041 089 763	748 793 060	4 789 882 823	528 093 060
17	Transports	15 398 228 716	13 384 320 732	298 629 454	13 682 950 186	-1 715 278 530
18	Jeunesse, sports et loisirs	5 454 578 214	6 217 157 611	0	6 217 157 611	762 579 397
19	Justice	33 864 555 395	32 953 733 098	1 056 772 870	34 010 505 967	145 950 572
21	Pouvoirs publics	90 829 804 243	85 290 342 402	0	85 290 342 402	-5 539 461 841
22	Prévoyance sociale	49 183 855 499	48 021 069 856	500 000 000	48 521 069 856	-662 785 643
23	Provisions	4 178 377 762	7 708 001 123	0	7 708 001 123	3 529 623 361
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	40 817 599 288	35 196 191 000	3 367 566 666	38 563 757 666	-2 253 841 622
25	Santé	191 070 909 996	135 101 993 828	13 348 599 685	148 450 593 513	-42 620 316 483
26	Sécurité	57 123 104 861	58 208 704 861	0	58 208 704 861	1 085 600 000
27	Stratégie économique	24 861 384 927	34 319 655 462	1 726 697 817	36 046 353 278	11 184 968 352
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	10 874 667 432	12 099 667 432	0	12 099 667 432	1 225 000 000
29	Travail, emploi et formation professionnelle	52 105 427 665	46 040 081 989	2 459 125 048	48 499 207 037	-3 606 220 628
30	Dépenses transversales	38 205 389 432	52 363 560 908	0	52 363 560 908	14 658 171 476
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	25 261 799 855	30 616 367 024	381 609 500	30 997 976 524	5 736 176 669
35	Engagements de l'Etat	370 221 598 500	393 779 870 200	0	393 779 870 200	23 558 271 700
	Total	1 835 159 982 661	1 779 837 247 783	62 040 194 989	1 841 877 442 772	6 717 460 111
	Comptes spéciaux					0
60	Pensions	70 503 914 796	78 256 497 182	0	78 256 497 182	7 752 582 386
61	Service universel des communications électroniques	2 400 000 000	2 440 800 000	0	2 440 800 000	40 800 000
62	Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
63	Promotion du sport	4 757 442 538	4 413 077 812	0	4 413 077 812	-344 364 726
64	Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	2 049 400 000	1 342 378 852	0	1 342 378 852	-707 021 148
65	Formation pour l'Emploi	2 449 012 240	4 572 024 690	0	4 572 024 690	2 123 012 450
66	Service public de l'eau et de l'électricité	7 950 000 000	7 973 850 000	0	7 973 850 000	23 850 000
67	Salubrité publique	10 245 920 000	7 200 000 000	0	7 200 000 000	-3 045 920 000
68	Valorisation du patrimoine de l'Etat et contrôle des produits pétroliers	12 163 936 116	16 457 446 920	0	16 457 446 920	4 293 510 804
69	Financement de l'habitat	7 786 624 721	8 123 857 615	0	8 123 857 615	337 232 894
70	Développement durable de la pêche et l'aquaculture	0	2 731 800 000	656 900 000	3 388 700 000	3 388 700 000
	Total comptes spéciaux	136 806 250 412	150 011 733 071	656 900 000	150 668 633 071	13 862 382 659
	Total budget de l'Etat	1 971 966 233 073	1 929 848 980 853	62 697 094 989	1 992 546 075 843	20 579 842 769

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission, par programme et par titre

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
1	Action extérieure de l'Etat	23 691 505 537	24 367 977 706	0	24 367 977 706	676 472 169
1.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 020 937 786	7 020 937 786	0	7 020 937 786	0
1.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	13 769 374 841	14 313 374 841	0	14 313 374 841	544 000 000
1.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 368 720 741	1 368 720 741	0	1 368 720 741	0
1.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 532 472 169	1 664 944 338	0	1 664 944 338	132 472 169
1.101	Affaires Etrangères	16 719 779 979	17 099 779 979	0	17 099 779 979	380 000 000
1.101.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 822 230 024	3 822 230 024	0	3 822 230 024	0
1.101.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	12 094 509 841	12 474 509 841	0	12 474 509 841	380 000 000
1.101.4	Titre 4. Dépenses de transfert	803 040 114	803 040 114	0	803 040 114	0
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	960 541 827	960 541 827	0	960 541 827	0
1.108.2	Titre 2. Dépenses de personnel	144 046 200	144 046 200	0	144 046 200	0
1.108.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 815 000	250 815 000	0	250 815 000	0
1.108.4	Titre 4. Dépenses de transfert	565 680 627	565 680 627	0	565 680 627	0
1.115	Affaires consulaires	1 363 668 093	1 396 140 262	0	1 396 140 262	32 472 169
1.115.2	Titre 2. Dépenses de personnel	293 740 924	293 740 924	0	293 740 924	0
1.115.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 037 455 000	1 037 455 000	0	1 037 455 000	0
1.115.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	32 472 169	64 944 338	0	64 944 338	32 472 169
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	4 647 515 638	4 911 515 638	0	4 911 515 638	264 000 000
1.122.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 760 920 638	2 760 920 638	0	2 760 920 638	0
1.122.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	386 595 000	550 595 000	0	550 595 000	164 000 000
1.122.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 500 000 000	1 600 000 000	0	1 600 000 000	100 000 000
2	Administration du territoire	28 196 763 054	29 139 583 370	0	29 139 583 370	942 820 316
2.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 570 886 786	5 570 886 786	0	5 570 886 786	0
2.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 612 203 644	1 817 073 644	0	1 817 073 644	204 870 000
2.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 853 946 994	17 853 946 994	0	17 853 946 994	0
2.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 159 725 630	3 897 675 946	0	3 897 675 946	737 950 316
2.136	Administration territoriale	8 397 988 086	9 437 988 086	0	9 437 988 086	1 040 000 000
2.136.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 921 071 442	3 921 071 442	0	3 921 071 442	0
2.136.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 087 203 644	1 087 203 644	0	1 087 203 644	0
2.136.4	Titre 4. Dépenses de transfert	929 713 000	929 713 000	0	929 713 000	0
2.136.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 460 000 000	3 500 000 000	0	3 500 000 000	1 040 000 000
2.143	Gestion des collectivités locales	17 237 429 418	17 237 429 418	0	17 237 429 418	0
2.143.2	Titre 2. Dépenses de personnel	128 195 424	128 195 424	0	128 195 424	0
2.143.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
2.143.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 909 233 994	16 909 233 994	0	16 909 233 994	0
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	264 502 200	367 153 300	0	367 153 300	102 651 100
2.150.2	Titre 2. Dépenses de personnel	174 502 200	174 502 200	0	174 502 200	0
2.150.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
2.150.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	0
2.150.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	102 651 100	0	102 651 100	102 651 100
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 296 843 350	2 097 012 566	0	2 097 012 566	-199 830 784
2.157.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 347 117 720	1 347 117 720	0	1 347 117 720	0
2.157.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	454 870 000	0	454 870 000	204 870 000
2.157.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	699 725 630	295 024 846	0	295 024 846	-404 700 784
3	Agriculture, élevage et pêche	14 876 140 975	16 639 612 000	4 966 623 556	21 606 235 556	6 730 094 581
3.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 520 697 742	7 520 697 742	0	7 520 697 742	0
3.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	475 000 000	575 000 000	0	575 000 000	100 000 000
3.4	Titre 4. Dépenses de transfert	970 125 736	970 125 736	275 000 000	1 245 125 736	275 000 000
3.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 910 317 497	7 573 788 522	4 691 623 556	12 265 412 078	6 355 094 581

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
3.164	Agriculture	5 886 546 688	8 308 787 378	4 966 623 556	13 275 410 934	7 388 864 247
3.164.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 126 405 132	2 126 405 132	0	2 126 405 132	0
3.164.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	200 000 000	0	200 000 000	100 000 000
3.164.4	Titre 4. Dépenses de transfert	430 152 059	430 152 059	275 000 000	705 152 059	275 000 000
3.164.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 229 989 497	5 552 230 187	4 691 623 556	10 243 853 744	7 013 864 247
3.171	Elevage	229 023 400	229 023 400	0	229 023 400	0
3.171.2	Titre 2. Dépenses de personnel	138 662 400	138 662 400	0	138 662 400	0
3.171.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
3.171.4	Titre 4. Dépenses de transfert	15 361 000	15 361 000	0	15 361 000	0
3.178	Pêche et aquaculture	1 750 412 070	1 750 412 070	0	1 750 412 070	0
3.178.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 606 712 070	1 606 712 070	0	1 606 712 070	0
3.178.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
3.178.4	Titre 4. Dépenses de transfert	43 700 000	43 700 000	0	43 700 000	0
3.185	Développement rural	4 546 333 365	3 301 163 700	0	3 301 163 700	-1 245 169 666
3.185.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 335 092 688	1 335 092 688	0	1 335 092 688	0
3.185.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
3.185.4	Titre 4. Dépenses de transfert	480 912 677	480 912 677	0	480 912 677	0
3.185.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 680 328 000	1 435 158 334	0	1 435 158 334	-1 245 169 666
3.192	Pilotage et soutien à la politique agricole	2 463 825 452	3 050 225 452	0	3 050 225 452	586 400 000
3.192.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 313 825 452	2 313 825 452	0	2 313 825 452	0
3.192.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
3.192.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	586 400 000	0	586 400 000	586 400 000
4	Aménagement du territoire et tourisme	4 538 730 524	5 559 348 633	0	5 559 348 633	1 020 618 109
4.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 751 230 524	2 751 230 524	0	2 751 230 524	0
4.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 387 500 000	1 682 500 000	0	1 682 500 000	295 000 000
4.4	Titre 4. Dépenses de transfert	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
4.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	275 000 000	1 000 618 109	0	1 000 618 109	725 618 109
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 041 616 920	1 263 616 920	0	1 263 616 920	222 000 000
4.199.2	Titre 2. Dépenses de personnel	879 116 920	879 116 920	0	879 116 920	0
4.199.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	162 500 000	182 500 000	0	182 500 000	20 000 000
4.199.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	202 000 000	0	202 000 000	202 000 000
4.204	Pilotage et soutien à la politique de décentralisation	425 000 000	936 324 740	0	936 324 740	511 324 740
4.204.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	625 000 000	0	625 000 000	275 000 000
4.204.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	75 000 000	311 324 740	0	311 324 740	236 324 740
4.206	Tourisme	1 254 222 404	1 441 515 773	0	1 441 515 773	187 293 369
4.206.2	Titre 2. Dépenses de personnel	829 222 404	829 222 404	0	829 222 404	0
4.206.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
4.206.4	Titre 4. Dépenses de transfert	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
4.206.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	387 293 369	0	387 293 369	187 293 369
4.209	Pilotage et Soutien à la politique du Tourisme	1 817 891 200	1 917 891 200	0	1 917 891 200	100 000 000
4.209.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 042 891 200	1 042 891 200	0	1 042 891 200	0
4.209.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	775 000 000	775 000 000	0	775 000 000	0
4.209.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000
5	Conseil et Contrôle	3 317 748 151	4 007 374 276	0	4 007 374 276	689 626 125
5.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 365 124 276	1 365 124 276	0	1 365 124 276	0
5.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 196 623 875	996 250 000	0	996 250 000	-200 373 875
5.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	506 000 000	0	506 000 000	500 000 000
5.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	750 000 000	1 140 000 000	0	1 140 000 000	390 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
5.213	Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	2 688 449 751	2 388 075 876	0	2 388 075 876	-300 373 875
5.213.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 160 825 876	1 160 825 876	0	1 160 825 876	0
5.213.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 021 623 875	821 250 000	0	821 250 000	-200 373 875
5.213.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	0
5.213.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	400 000 000	0	400 000 000	-100 000 000
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	495 818 400	485 818 400	0	485 818 400	-10 000 000
5.220.2	Titre 2. Dépenses de personnel	195 818 400	195 818 400	0	195 818 400	0
5.220.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
5.220.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	190 000 000	0	190 000 000	-10 000 000
5.269	Médiature	133 480 000	133 480 000	0	133 480 000	0
5.269.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 480 000	8 480 000	0	8 480 000	0
5.269.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
5.269.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
5.276	Secrétariat Permanent du Conseil Supérieur de la Magistrature	0	1 000 000 000	0	1 000 000 000	1 000 000 000
5.276.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000
5.276.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	500 000 000	0	500 000 000	500 000 000
6	Culture et Education Populaire	8 805 588 905	10 213 404 197	0	10 213 404 197	1 407 815 293
6.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 206 819 758	7 206 819 758	0	7 206 819 758	0
6.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	304 500 000	354 500 000	0	354 500 000	50 000 000
6.4	Titre 4. Dépenses de transfert	316 717 647	316 717 647	0	316 717 647	0
6.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	977 551 500	2 335 366 793	0	2 335 366 793	1 357 815 293
6.290	Culture	5 548 067 509	5 989 674 181	0	5 989 674 181	441 606 672
6.290.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 544 198 362	4 544 198 362	0	4 544 198 362	0
6.290.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	192 000 000	242 000 000	0	242 000 000	50 000 000
6.290.4	Titre 4. Dépenses de transfert	314 217 647	314 217 647	0	314 217 647	0
6.290.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	497 651 500	889 258 172	0	889 258 172	391 606 672
6.297	Education populaire	98 458 000	98 458 000	0	98 458 000	0
6.297.2	Titre 2. Dépenses de personnel	45 958 000	45 958 000	0	45 958 000	0
6.297.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
6.297.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 500 000	2 500 000	0	2 500 000	0
6.299	Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts	3 159 063 396	4 125 272 017	0	4 125 272 017	966 208 621
6.299.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 616 663 396	2 616 663 396	0	2 616 663 396	0
6.299.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	62 500 000	62 500 000	0	62 500 000	0
6.299.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	479 900 000	1 446 108 621	0	1 446 108 621	966 208 621
7	Défense	173 233 292 865	173 233 292 865	0	173 233 292 865	0
7.2	Titre 2. Dépenses de personnel	136 025 038 699	136 025 038 699	0	136 025 038 699	0
7.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 246 968 681	11 246 968 681	0	11 246 968 681	0
7.4	Titre 4. Dépenses de transfert	804 937 486	804 937 486	0	804 937 486	0
7.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	25 156 348 000	25 156 348 000	0	25 156 348 000	0
7.311	Préparation et emploi des forces	19 337 857 993	19 337 857 993	0	19 337 857 993	0
7.311.2	Titre 2. Dépenses de personnel	17 914 826 992	17 914 826 992	0	17 914 826 992	0
7.311.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 400 891 001	1 400 891 001	0	1 400 891 001	0
7.311.4	Titre 4. Dépenses de transfert	22 140 000	22 140 000	0	22 140 000	0
7.318	Equiperment des forces	48 110 605 086	49 510 605 086	0	49 510 605 086	1 400 000 000
7.318.2	Titre 2. Dépenses de personnel	32 553 380 086	32 553 380 086	0	32 553 380 086	0
7.318.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 877 000	400 877 000	0	400 877 000	0
7.318.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	15 156 348 000	16 556 348 000	0	16 556 348 000	1 400 000 000
7.325	Garde Républicaine	39 397 761 685	37 997 761 685	0	37 997 761 685	-1 400 000 000
7.325.2	Titre 2. Dépenses de personnel	28 445 876 685	28 445 876 685	0	28 445 876 685	0

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
7.325.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	951 885 000	951 885 000	0	951 885 000	0
7.325.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 000 000 000	8 600 000 000	0	8 600 000 000	-1 400 000 000
7.332	Vie du soldat	17 938 179 845	17 938 179 845	0	17 938 179 845	0
7.332.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 844 871 680	9 844 871 680	0	9 844 871 680	0
7.332.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 335 440 680	7 335 440 680	0	7 335 440 680	0
7.332.4	Titre 4. Dépenses de transfert	757 867 486	757 867 486	0	757 867 486	0
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	48 448 888 256	48 448 888 256	0	48 448 888 256	0
7.339.2	Titre 2. Dépenses de personnel	47 266 083 256	47 266 083 256	0	47 266 083 256	0
7.339.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 157 875 000	1 157 875 000	0	1 157 875 000	0
7.339.4	Titre 4. Dépenses de transfert	24 930 000	24 930 000	0	24 930 000	0
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	16 290 974 216	17 291 733 462	0	17 291 733 462	1 000 759 246
8.2	Titre 2. Dépenses de personnel	11 747 781 551	11 747 781 551	0	11 747 781 551	0
8.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 784 882 060	3 113 541 000	0	3 113 541 000	328 658 940
8.4	Titre 4. Dépenses de transfert	758 310 605	758 310 605	0	758 310 605	0
8.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 672 100 306	0	1 672 100 306	672 100 306
8.346	Coordination du travail gouvernemental	4 135 738 113	3 664 397 053	0	3 664 397 053	-471 341 060
8.346.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 487 175 448	2 487 175 448	0	2 487 175 448	0
8.346.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	947 207 060	475 866 000	0	475 866 000	-471 341 060
8.346.4	Titre 4. Dépenses de transfert	701 355 605	701 355 605	0	701 355 605	0
8.353	Coordination des politiques urbaines	746 213 880	806 213 880	0	806 213 880	60 000 000
8.353.2	Titre 2. Dépenses de personnel	629 213 880	629 213 880	0	629 213 880	0
8.353.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
8.353.4	Titre 4. Dépenses de transfert	17 000 000	17 000 000	0	17 000 000	0
8.353.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	60 000 000	0	60 000 000	60 000 000
8.358	Promotion de la bonne gouvernance	3 200 292 943	3 829 468 634	0	3 829 468 634	629 175 691
8.358.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 800 292 943	2 800 292 943	0	2 800 292 943	0
8.358.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	600 000 000
8.358.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	29 175 691	0	29 175 691	29 175 691
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 936 775 500	6 136 775 500	0	6 136 775 500	200 000 000
8.360.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 246 820 500	4 246 820 500	0	4 246 820 500	0
8.360.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	650 000 000	650 000 000	0	650 000 000	0
8.360.4	Titre 4. Dépenses de transfert	39 955 000	39 955 000	0	39 955 000	0
8.360.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 200 000 000	0	1 200 000 000	200 000 000
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions Constitutionnelles	274 895 000	474 895 000	0	474 895 000	200 000 000
8.367.2	Titre 2. Dépenses de personnel	44 220 000	44 220 000	0	44 220 000	0
8.367.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 675 000	430 675 000	0	430 675 000	200 000 000
8.374	Pilotage et Soutien aux relations avec le parlement	1 756 058 780	1 906 058 780	0	1 906 058 780	150 000 000
8.374.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 540 058 780	1 540 058 780	0	1 540 058 780	0
8.374.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	216 000 000	216 000 000	0	216 000 000	0
8.374.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000
8.375	Evaluation des politiques publiques	100 000 000	150 000 000	0	150 000 000	50 000 000
8.375.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
8.375.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	50 000 000	0	50 000 000	50 000 000
8.376	Pilotage et soutien à la politique de l'évaluation des politiques publiques	141 000 000	323 924 615	0	323 924 615	182 924 615

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
8.376.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	141 000 000	141 000 000	0	141 000 000	0
8.376.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	182 924 615	0	182 924 615	182 924 615
9	Economie forestière et protection de l'environnement	29 603 015 960	13 845 854 960	16 050 117 274	29 895 972 234	292 956 274
9.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 440 417 310	8 440 417 310	0	8 440 417 310	1 000 000 000
9.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	612 545 000	612 545 000	0	612 545 000	0
9.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 963 728 924	3 492 892 650	13 891 675 401	17 384 568 051	11 420 839 127
9.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	15 586 324 726	1 300 000 000	2 158 441 873	3 458 441 873	-12 127 882 853
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	3 894 014 894	3 666 551 845	1 142 744 703	4 809 296 548	915 281 654
9.381.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 888 977 773	2 666 506 845	0	2 666 506 845	-222 470 928
9.381.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 045 000	100 045 000	0	100 045 000	0
9.381.4	Titre 4. Dépenses de transfert	404 992 121	400 000 000	1 142 744 703	1 542 744 703	1 137 752 582
9.381.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	141 026 800	141 026 800	0	141 026 800	0
9.388.2	Titre 2. Dépenses de personnel	41 026 800	41 026 800	0	41 026 800	0
9.388.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
9.395	Conservation de la biodiversité	20 156 081 279	4 576 383 328	14 907 372 571	19 483 755 899	-672 325 380
9.395.2	Titre 2. Dépenses de personnel	153 912 400	1 376 383 328	0	1 376 383 328	1 222 470 928
9.395.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
9.395.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 065 844 153	2 600 000 000	12 748 930 698	15 348 930 698	10 283 086 545
9.395.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 836 324 726	500 000 000	2 158 441 873	2 658 441 873	-12 177 882 853
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 691 506 314	1 641 506 314	0	1 641 506 314	-50 000 000
9.402.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 031 181 664	1 031 181 664	0	1 031 181 664	0
9.402.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	112 500 000	112 500 000	0	112 500 000	0
9.402.4	Titre 4. Dépenses de transfert	297 824 650	297 824 650	0	297 824 650	0
9.402.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	250 000 000	200 000 000	0	200 000 000	-50 000 000
9.409	Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	3 720 386 673	3 820 386 673	0	3 820 386 673	100 000 000
9.409.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 325 318 673	3 325 318 673	0	3 325 318 673	0
9.409.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
9.409.4	Titre 4. Dépenses de transfert	195 068 000	195 068 000	0	195 068 000	0
9.409.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000
10	Communication	22 904 852 164	22 797 817 414	0	22 797 817 414	-107 034 750
10.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 905 869 734	7 905 869 734	0	7 905 869 734	0
10.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 553 091 091	1 395 017 279	0	1 395 017 279	-158 073 813
10.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 938 259 615	1 938 259 615	0	1 938 259 615	0
10.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 507 631 724	11 558 670 787	0	11 558 670 787	51 039 063
10.416	Economie numérique	13 476 582 044	13 150 023 783	0	13 150 023 783	-326 558 261
10.416.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 056 374 924	1 056 374 924	0	1 056 374 924	0
10.416.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	747 291 091	747 291 091	0	747 291 091	0
10.416.4	Titre 4. Dépenses de transfert	930 301 029	930 301 029	0	930 301 029	0
10.416.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 742 615 000	10 416 056 739	0	10 416 056 739	-326 558 261
10.423	Communication	4 684 605 542	4 962 202 866	0	4 962 202 866	277 597 324
10.423.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 982 190 312	2 982 190 312	0	2 982 190 312	0
10.423.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	306 726 188	306 726 188	0	306 726 188	0
10.423.4	Titre 4. Dépenses de transfert	630 672 319	630 672 319	0	630 672 319	0
10.423.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	765 016 724	1 042 614 048	0	1 042 614 048	277 597 324
10.430	Poste	744 595 467	844 595 467	0	844 595 467	100 000 000
10.430.2	Titre 2. Dépenses de personnel	592 309 200	592 309 200	0	592 309 200	0

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
10.430.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	175 000 000	0	175 000 000	100 000 000
10.430.4	Titre 4. Dépenses de transfert	77 286 267	77 286 267	0	77 286 267	0
10.437	Pilotage et soutien à la politique de la communication	3 999 069 110	3 840 995 298	0	3 840 995 298	-158 073 813
10.437.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 274 995 298	3 274 995 298	0	3 274 995 298	0
10.437.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	424 073 813	166 000 000	0	166 000 000	-258 073 813
10.437.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
10.437.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000
11	Education nationale	200 405 437 776	183 142 620 990	4 737 011 252	187 879 632 242	-12 525 805 533
11.2	Titre 2. Dépenses de personnel	154 997 159 019	154 997 159 019	0	154 997 159 019	0
11.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	12 600 000 000	13 100 000 000	1 019 000 000	14 119 000 000	1 519 000 000
11.4	Titre 4. Dépenses de transfert	262 500 000	262 500 000	390 600 000	653 100 000	390 600 000
11.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	32 545 778 757	14 782 961 971	3 327 411 252	18 110 373 223	-14 435 405 533
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	62 522 330 398	60 507 001 243	0	60 507 001 243	-2 015 329 155
11.444.2	Titre 2. Dépenses de personnel	58 575 979 334	58 575 979 334	0	58 575 979 334	0
11.444.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 650 000 000	1 850 000 000	0	1 850 000 000	200 000 000
11.444.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 296 351 064	81 021 909	0	81 021 909	-2 215 329 155
11.451	Enseignement secondaire	119 887 509 261	105 012 284 412	4 737 011 252	109 749 295 664	-10 138 213 597
11.451.2	Titre 2. Dépenses de personnel	81 446 160 715	81 446 160 715	0	81 446 160 715	0
11.451.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 000 000 000	9 800 000 000	1 019 000 000	10 819 000 000	819 000 000
11.451.4	Titre 4. Dépenses de transfert	262 500 000	262 500 000	390 600 000	653 100 000	390 600 000
11.451.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	28 178 848 546	13 503 623 697	3 327 411 252	16 831 034 949	-11 347 813 597
11.458	Enseignement technique et professionnel	17 995 598 117	17 623 335 336	0	17 623 335 336	-372 262 781
11.458.2	Titre 2. Dépenses de personnel	14 975 018 970	14 975 018 970	0	14 975 018 970	0
11.458.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	950 000 000	1 450 000 000	0	1 450 000 000	500 000 000
11.458.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 070 579 147	1 198 316 366	0	1 198 316 366	-872 262 781
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	102 393 195 274	97 879 382 715	6 928 332 808	104 807 715 523	2 414 520 249
12.2	Titre 2. Dépenses de personnel	35 155 675 302	35 155 675 302	0	35 155 675 302	0
12.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 540 034 000	8 559 524 814	0	8 559 524 814	1 019 490 814
12.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 252 153 914	50 852 767 914	3 083 186 000	53 935 953 914	3 683 800 000
12.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	9 445 332 058	3 311 414 685	3 845 146 808	7 156 561 493	-2 288 770 565
12.472	Enseignement supérieur	22 652 582 142	17 198 856 413	3 845 146 808	21 044 003 221	-1 608 578 921
12.472.2	Titre 2. Dépenses de personnel	12 101 935 951	12 101 935 951	0	12 101 935 951	0
12.472.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 230 000 000	3 230 000 000	0	3 230 000 000	0
12.472.4	Titre 4. Dépenses de transfert	958 500 133	958 500 133	0	958 500 133	0
12.472.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 362 146 058	908 420 329	3 845 146 808	4 753 567 137	-1 608 578 921
12.479	Recherche scientifique et innovation	17 411 218 844	14 936 469 013	2 845 800 000	17 782 269 013	371 050 169
12.479.2	Titre 2. Dépenses de personnel	13 687 773 900	13 687 773 900	0	13 687 773 900	0
12.479.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
12.479.4	Titre 4. Dépenses de transfert	677 644 944	677 644 944	2 845 800 000	3 523 444 944	2 845 800 000
12.479.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 845 800 000	371 050 169	0	371 050 169	-2 474 749 831
12.486	Vie de l'étudiant	54 102 590 547	55 533 253 547	237 386 000	55 770 639 547	1 668 049 000
12.486.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 940 642 223	1 940 642 223	0	1 940 642 223	0
12.486.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 690 034 000	3 690 034 000	0	3 690 034 000	0
12.486.4	Titre 4. Dépenses de transfert	48 434 528 324	49 197 142 324	237 386 000	49 434 528 324	1 000 000 000
12.486.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	37 386 000	705 435 000	0	705 435 000	668 049 000
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	8 226 803 741	10 210 803 741	0	10 210 803 741	1 984 000 000
12.493.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 425 323 228	7 425 323 228	0	7 425 323 228	0

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
12.493.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	420 000 000	1 439 490 814	0	1 439 490 814	1 019 490 814
12.493.4	Titre 4. Dépenses de transfert	181 480 513	19 480 513	0	19 480 513	-162 000 000
12.493.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	1 326 509 186	0	1 326 509 186	1 126 509 186
13	Entreprenariat et commerce	9 800 929 685	10 014 174 685	470 316 000	10 484 490 685	683 561 000
13.2	Titre 2. Dépenses de personnel	8 599 657 612	8 599 657 612	0	8 599 657 612	0
13.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	960 215 000	698 215 000	470 316 000	1 168 531 000	208 316 000
13.4	Titre 4. Dépenses de transfert	241 057 073	241 057 073	0	241 057 073	0
13.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	475 245 000	0	475 245 000	475 245 000
13.500	Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	1 943 891 151	2 043 891 151	0	2 043 891 151	100 000 000
13.500.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 532 714 680	1 532 714 680	0	1 532 714 680	0
13.500.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	220 000 000	220 000 000	0	220 000 000	0
13.500.4	Titre 4. Dépenses de transfert	191 176 471	191 176 471	0	191 176 471	0
13.500.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000
13.507	Promotion des échanges	2 960 494 130	2 873 739 130	470 316 000	3 344 055 130	383 561 000
13.507.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 320 398 528	2 320 398 528	0	2 320 398 528	0
13.507.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	590 215 000	328 215 000	470 316 000	798 531 000	208 316 000
13.507.4	Titre 4. Dépenses de transfert	49 880 602	49 880 602	0	49 880 602	0
13.507.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	175 245 000	0	175 245 000	175 245 000
13.514	Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entreprenariat et du commerce	4 896 544 404	5 096 544 404	0	5 096 544 404	200 000 000
13.514.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 746 544 404	4 746 544 404	0	4 746 544 404	0
13.514.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
13.514.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
14	Gestion des finances publiques	88 646 874 546	92 933 176 442	0	92 933 176 442	4 286 301 897
14.2	Titre 2. Dépenses de personnel	48 605 945 258	48 605 945 258	0	48 605 945 258	0
14.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	16 310 651 778	18 101 643 903	0	18 101 643 903	1 790 992 125
14.4	Titre 4. Dépenses de transfert	345 746 562	1 182 924 716	0	1 182 924 716	837 178 154
14.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	11 773 720 000	7 042 662 566	0	7 042 662 566	-4 731 057 434
14.6	Titre 6. Autres dépenses	11 610 810 948	18 000 000 000	0	18 000 000 000	6 389 189 052
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	38 591 903 835	39 924 484 239	0	39 924 484 239	1 332 580 403
14.521.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 510 799 977	23 510 799 977	0	23 510 799 977	0
14.521.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	9 820 292 910	11 191 285 035	0	11 191 285 035	1 370 992 125
14.521.4	Titre 4. Dépenses de transfert	150 000 000	787 178 154	0	787 178 154	637 178 154
14.521.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	1 435 221 073	0	1 435 221 073	935 221 073
14.521.6	Titre 6. Autres dépenses	4 610 810 948	3 000 000 000	0	3 000 000 000	-1 610 810 948
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	10 824 713 609	11 398 943 755	0	11 398 943 755	574 230 146
14.528.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 251 917 359	9 251 917 359	0	9 251 917 359	0
14.528.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 020 796 250	1 020 796 250	0	1 020 796 250	0
14.528.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	0
14.528.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	550 000 000	1 124 230 146	0	1 124 230 146	574 230 146
14.539	Gestion du patrimoine de l'Etat	771 642 901	871 642 901	0	871 642 901	100 000 000
14.539.2	Titre 2. Dépenses de personnel	321 642 901	321 642 901	0	321 642 901	0
14.539.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	450 000 000	450 000 000	0	450 000 000	0
14.539.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	8 916 688 325	16 916 688 325	0	16 916 688 325	8 000 000 000
14.535.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 329 888 325	1 329 888 325	0	1 329 888 325	0
14.535.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	586 800 000	586 800 000	0	586 800 000	0
14.535.6	Titre 6. Autres dépenses	7 000 000 000	15 000 000 000	0	15 000 000 000	8 000 000 000
14.549	Gestion fiscale	20 661 605 404	13 021 096 752	0	13 021 096 752	-7 640 508 652
14.549.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 613 197 404	7 613 197 404	0	7 613 197 404	0

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
14.549.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 549 688 000	2 549 688 000	0	2 549 688 000	0
14.549.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
14.549.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 423 720 000	2 783 211 348	0	2 783 211 348	-7 640 508 652
14.563	Gestion de la dette	827 104 000	1 047 104 000	0	1 047 104 000	220 000 000
14.563.2	Titre 2. Dépenses de personnel	500 104 000	500 104 000	0	500 104 000	0
14.563.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	420 000 000	0	420 000 000	120 000 000
14.563.4	Titre 4. Dépenses de transfert	27 000 000	127 000 000	0	127 000 000	100 000 000
14.570	Gestion de la commande publique	597 395 880	597 395 880	0	597 395 880	0
14.570.2	Titre 2. Dépenses de personnel	197 395 880	197 395 880	0	197 395 880	0
14.570.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	400 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	7 455 820 591	9 155 820 592	0	9 155 820 592	1 700 000 000
14.542.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 880 999 412	5 880 999 412	0	5 880 999 412	0
14.542.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 183 074 618	1 483 074 618	0	1 483 074 618	300 000 000
14.542.4	Titre 4. Dépenses de transfert	91 746 562	91 746 562	0	91 746 562	0
14.542.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	1 700 000 000	0	1 700 000 000	1 500 000 000
15	Constructions, logements et équipements collectifs	94 741 861 484	82 930 086 778	5 000 000 000	87 930 086 778	-6 811 774 706
15.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 393 085 334	10 393 085 334	0	10 393 085 334	0
15.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	830 000 000	1 695 000 000	0	1 695 000 000	865 000 000
15.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 872 365 024	4 372 365 024	0	4 372 365 024	500 000 000
15.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	79 646 411 126	66 469 636 420	5 000 000 000	71 469 636 420	-8 176 774 706
15.584	Urbanisation et amélioration du cadre de vie	4 316 333 364	8 312 099 448	0	8 312 099 448	3 995 766 083
15.584.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 562 347 482	2 562 347 482	0	2 562 347 482	0
15.584.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	80 000 000	845 000 000	0	845 000 000	765 000 000
15.584.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 573 985 882	1 573 985 882	0	1 573 985 882	0
15.584.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	100 000 000	3 330 766 083	0	3 330 766 083	3 230 766 083
15.577	Logement	1 526 886 908	3 026 886 908	0	3 026 886 908	1 500 000 000
15.577.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 305 218 908	1 305 218 908	0	1 305 218 908	0
15.577.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
15.577.4	Titre 4. Dépenses de transfert	146 668 000	146 668 000	0	146 668 000	0
15.577.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	376 580 000	476 580 000	0	476 580 000	100 000 000
15.595.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
15.595.4	Titre 4. Dépenses de transfert	176 580 000	176 580 000	0	176 580 000	0
15.595.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000
15.591	Equipelement et Infrastructures	84 744 080 173	67 117 760 798	5 000 000 000	72 117 760 798	-12 626 319 374
15.591.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 103 759 320	3 103 759 320	0	3 103 759 320	0
15.591.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
15.591.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 975 131 142	2 475 131 142	0	2 475 131 142	500 000 000
15.591.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	79 465 189 711	61 338 870 336	5 000 000 000	66 338 870 336	-13 126 319 374
15.598	Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	3 777 981 039	3 996 759 624	0	3 996 759 624	218 778 585
15.598.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 421 759 624	3 421 759 624	0	3 421 759 624	0
15.598.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	275 000 000	375 000 000	0	375 000 000	100 000 000
15.598.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	81 221 415	200 000 000	0	200 000 000	118 778 585
16	Industrie et mines	4 261 789 763	4 041 089 763	748 793 060	4 789 882 823	528 093 060
16.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 154 875 928	3 154 875 928	0	3 154 875 928	0
16.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	525 672 000	454 972 000	71 962 100	526 934 100	1 262 100
16.4	Titre 4. Dépenses de transfert	281 241 835	281 241 835	0	281 241 835	0

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
16.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	150 000 000	676 830 960	826 830 960	526 830 960
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	1 583 116 304	1 432 416 304	677 533 060	2 109 949 364	526 833 060
16.605.2	Titre 2. Dépenses de personnel	830 381 304	830 381 304	0	830 381 304	0
16.605.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	325 672 000	324 972 000	702 100	325 674 100	2 100
16.605.4	Titre 4. Dépenses de transfert	127 063 000	127 063 000	0	127 063 000	0
16.605.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	150 000 000	676 830 960	826 830 960	526 830 960
16.612	Régulation et stratégie industrielles	2 678 673 459	2 608 673 459	71 260 000	2 679 933 459	1 260 000
16.612.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 324 494 624	2 324 494 624	0	2 324 494 624	0
16.612.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	130 000 000	71 260 000	201 260 000	1 260 000
16.612.4	Titre 4. Dépenses de transfert	154 178 835	154 178 835	0	154 178 835	0
17	Transports	15 398 228 716	13 384 320 732	298 629 454	13 682 950 186	-1 715 278 530
17.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 148 257 948	4 148 257 948	0	4 148 257 948	0
17.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 268 637 615	1 075 000 000	298 629 454	1 373 629 454	104 991 839
17.4	Titre 4. Dépenses de transfert	9 981 333 153	5 526 729 827	0	5 526 729 827	-4 454 603 326
17.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 634 332 957	0	2 634 332 957	2 634 332 957
17.626	Transports terrestres	10 375 605 116	5 882 178 260	183 060 000	6 065 238 260	-4 310 366 856
17.626.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 219 601 040	1 219 601 040	0	1 219 601 040	0
17.626.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	330 000 000	150 000 000	183 060 000	333 060 000	3 060 000
17.626.4	Titre 4. Dépenses de transfert	8 826 004 076	4 512 577 220	0	4 512 577 220	-4 313 426 856
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	4 497 623 600	6 777 142 472	115 569 454	6 892 711 926	2 395 088 326
17.633.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 928 656 908	2 928 656 908	0	2 928 656 908	0
17.633.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	413 637 615	300 000 000	115 569 454	415 569 454	1 931 839
17.633.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 155 329 077	1 014 152 607	0	1 014 152 607	-141 176 470
17.633.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 534 332 957	0	2 534 332 957	2 534 332 957
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	525 000 000	725 000 000	0	725 000 000	200 000 000
17.640.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	525 000 000	625 000 000	0	625 000 000	100 000 000
17.640.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	100 000 000	0	100 000 000	100 000 000
18	Jeunesse, sports et loisirs	5 454 578 214	6 217 157 611	0	6 217 157 611	762 579 397
18.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 833 241 884	2 833 241 884	0	2 833 241 884	0
18.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	991 122 195	991 122 195	0	991 122 195	0
18.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 528 214 135	1 528 214 135	0	1 528 214 135	0
18.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	102 000 000	864 579 397	0	864 579 397	762 579 397
18.647	Sports et loisirs	2 826 742 296	3 074 742 296	0	3 074 742 296	248 000 000
18.647.2	Titre 2. Dépenses de personnel	884 869 766	884 869 766	0	884 869 766	0
18.647.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	766 122 195	766 122 195	0	766 122 195	0
18.647.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 073 750 335	1 073 750 335	0	1 073 750 335	0
18.647.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	102 000 000	350 000 000	0	350 000 000	248 000 000
18.654	Vie associative	608 590 988	608 590 988	0	608 590 988	0
18.654.2	Titre 2. Dépenses de personnel	558 590 988	558 590 988	0	558 590 988	0
18.654.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
18.658	Jeunesse	312 808 000	312 808 000	0	312 808 000	0
18.658.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
18.658.4	Titre 4. Dépenses de transfert	212 808 000	212 808 000	0	212 808 000	0
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture	1 706 436 930	2 221 016 327	0	2 221 016 327	514 579 397
18.661.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 389 781 130	1 389 781 130	0	1 389 781 130	0
18.661.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
18.661.4	Titre 4. Dépenses de transfert	241 655 800	241 655 800	0	241 655 800	0
18.661.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	514 579 397	0	514 579 397	514 579 397
19	Justice	33 864 555 395	32 953 733 098	1 056 772 870	34 010 505 967	145 950 572
19.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 740 485 508	23 740 485 508	0	23 740 485 508	0

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
19.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 333 423 000	4 900 200 000	1 056 772 870	5 956 972 870	623 549 870
19.4	Titre 4. Dépenses de transfert	385 000 000	310 000 000	0	310 000 000	-75 000 000
19.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 405 646 887	4 003 047 590	0	4 003 047 590	-402 599 297
19.668	Justice judiciaire et administrative	8 946 125 797	9 813 885 240	1 056 772 870	10 870 658 110	1 924 532 313
19.668.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 591 835 016	6 591 835 016	0	6 591 835 016	0
19.668.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 333 223 000	800 000 000	1 056 772 870	1 856 772 870	523 549 870
19.668.4	Titre 4. Dépenses de transfert	310 000 000	310 000 000	0	310 000 000	0
19.668.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	711 067 781	2 112 050 224	0	2 112 050 224	1 400 982 443
19.675	Sécurité pénitentiaire	8 715 195 698	6 955 513 958	0	6 955 513 958	-1 759 681 740
19.675.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 664 516 592	1 664 516 592	0	1 664 516 592	0
19.675.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 600 000 000	3 600 000 000	0	3 600 000 000	0
19.675.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 450 679 106	1 690 997 366	0	1 690 997 366	-1 759 681 740
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	15 790 542 940	15 771 642 940	0	15 771 642 940	-18 900 000
19.682.2	Titre 2. Dépenses de personnel	15 171 442 940	15 171 442 940	0	15 171 442 940	0
19.682.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 200 000	400 200 000	0	400 200 000	100 000 000
19.682.4	Titre 4. Dépenses de transfert	75 000 000	0	0	0	-75 000 000
19.682.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	243 900 000	200 000 000	0	200 000 000	-43 900 000
19.689	Culture des droits de l'homme	326 690 960	326 690 960	0	326 690 960	0
19.689.2	Titre 2. Dépenses de personnel	276 690 960	276 690 960	0	276 690 960	0
19.689.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
19.694	Egalité des Chances	86 000 000	86 000 000	0	86 000 000	0
19.694.2	Titre 2. Dépenses de personnel	36 000 000	36 000 000	0	36 000 000	0
19.694.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
21	Pouvoirs publics	90 829 804 243	85 290 342 402	0	85 290 342 402	-5 539 461 841
21.2	Titre 2. Dépenses de personnel	29 845 826 327	29 845 826 327	0	29 845 826 327	0
21.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	36 960 406 968	40 157 512 133	0	40 157 512 133	3 197 105 166
21.4	Titre 4. Dépenses de transfert	7 173 570 948	3 800 426 517	0	3 800 426 517	-3 373 144 431
21.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	16 850 000 000	11 486 577 424	0	11 486 577 424	-5 363 422 576
21.717	Présidence de la République	19 897 728 295	17 102 878 295	0	17 102 878 295	-2 794 850 000
21.717.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 486 769 672	6 486 769 672	0	6 486 769 672	0
21.717.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	8 236 209 603	7 029 112 185	0	7 029 112 185	-1 207 097 418
21.717.4	Titre 4. Dépenses de transfert	924 749 020	686 996 438	0	686 996 438	-237 752 582
21.717.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 250 000 000	2 900 000 000	0	2 900 000 000	-1 350 000 000
21.724	Assemblée Nationale	34 232 944 909	30 020 944 909	0	30 020 944 909	-4 212 000 000
21.724.2	Titre 2. Dépenses de personnel	7 593 361 427	7 593 361 427	0	7 593 361 427	0
21.724.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	14 194 153 700	17 529 545 549	0	17 529 545 549	3 335 391 849
21.724.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 945 429 782	1 310 037 933	0	1 310 037 933	-2 635 391 849
21.724.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 500 000 000	3 588 000 000	0	3 588 000 000	-4 912 000 000
21.731	Sénat	16 957 390 065	18 077 390 065	0	18 077 390 065	1 120 000 000
21.731.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 214 561 237	6 214 561 237	0	6 214 561 237	0
21.731.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	7 260 000 000	8 060 000 000	0	8 060 000 000	800 000 000
21.731.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 982 828 828	1 482 828 828	0	1 482 828 828	-500 000 000
21.731.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 500 000 000	2 320 000 000	0	2 320 000 000	820 000 000
21.738	Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	8 972 699 165	0	8 972 699 165	0
21.738.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 456 934 547	2 456 934 547	0	2 456 934 547	0
21.738.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 285 972 500	5 285 972 500	0	5 285 972 500	0
21.738.4	Titre 4. Dépenses de transfert	229 792 118	229 792 118	0	229 792 118	0
21.738.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
21.234	Cour de Cassation	4 092 237 877	4 247 048 612	0	4 247 048 612	154 810 735
21.234.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 669 145 512	3 669 145 512	0	3 669 145 512	0
21.234.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	245 821 165	300 631 900	0	300 631 900	54 810 735

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
21.234.4	Titre 4. Dépenses de transfert	77 271 200	77 271 200	0	77 271 200	0
21.234.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	100 000 000	200 000 000	0	200 000 000	100 000 000
21.241	Cour des Comptes	4 415 967 008	4 444 544 432	0	4 444 544 432	28 577 424
21.241.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 552 467 008	2 552 467 008	0	2 552 467 008	0
21.241.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	851 000 000	851 000 000	0	851 000 000	0
21.241.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 500 000	12 500 000	0	12 500 000	0
21.241.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 028 577 424	0	1 028 577 424	28 577 424
21.248	Conseil d'Etat	2 260 836 924	2 424 836 924	0	2 424 836 924	164 000 000
21.248.2	Titre 2. Dépenses de personnel	872 586 924	872 586 924	0	872 586 924	0
21.248.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	887 250 000	1 101 250 000	0	1 101 250 000	214 000 000
21.248.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000	0
21.248.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	450 000 000	0	450 000 000	-50 000 000
22	Prévoyance sociale	49 183 855 499	48 021 069 856	500 000 000	48 521 069 856	-662 785 643
22.2	Titre 2. Dépenses de personnel	11 651 707 380	10 651 707 380	0	10 651 707 380	-1 000 000 000
22.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	913 435 750	825 000 000	0	825 000 000	-88 435 750
22.4	Titre 4. Dépenses de transfert	34 839 712 369	34 562 199 047	500 000 000	35 062 199 047	222 486 678
22.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 779 000 000	1 982 163 429	0	1 982 163 429	203 163 429
22.752	Protection et promotion de la famille	8 473 422 245	6 673 422 245	167 400 000	6 840 822 245	-1 632 600 000
22.752.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 473 422 245	5 473 422 245	0	5 473 422 245	-1 000 000 000
22.752.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
22.752.4	Titre 4. Dépenses de transfert	300 000 000	500 000 000	167 400 000	667 400 000	367 400 000
22.752.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-1 000 000 000
22.759	Solidarité nationale	7 021 709 865	7 836 437 544	0	7 836 437 544	814 727 679
22.759.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 784 994 115	4 784 994 115	0	4 784 994 115	0
22.759.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	438 435 750	350 000 000	0	350 000 000	-88 435 750
22.759.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 519 280 000	1 619 280 000	0	1 619 280 000	100 000 000
22.759.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	279 000 000	1 082 163 429	0	1 082 163 429	803 163 429
22.766	Protection sociale	32 760 726 589	32 024 031 449	332 600 000	32 356 631 449	-404 095 140
22.766.2	Titre 2. Dépenses de personnel	265 294 220	265 294 220	0	265 294 220	0
22.766.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
22.766.4	Titre 4. Dépenses de transfert	32 420 432 369	31 483 737 229	332 600 000	31 816 337 229	-604 095 140
22.766.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	927 996 800	1 487 178 618	0	1 487 178 618	559 181 818
22.773.2	Titre 2. Dépenses de personnel	127 996 800	127 996 800	0	127 996 800	0
22.773.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
22.773.4	Titre 4. Dépenses de transfert	600 000 000	959 181 818	0	959 181 818	359 181 818
22.773.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
23	Provisions	4 178 377 762	7 708 001 123	0	7 708 001 123	3 529 623 361
23.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	544 840 040	561 645 220	0	561 645 220	16 805 180
23.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 163 088 455	1 040 906 637	0	1 040 906 637	-122 181 818
23.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 470 449 266	4 105 449 266	0	4 105 449 266	1 635 000 000
23.6	Titre 6. Autres dépenses	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4 178 377 762	5 708 001 123	0	5 708 001 123	1 529 623 361
23.780.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	544 840 040	561 645 220	0	561 645 220	16 805 180
23.780.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 163 088 455	1 040 906 637	0	1 040 906 637	-122 181 818
23.780.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 470 449 266	4 105 449 266	0	4 105 449 266	1 635 000 000
23.781	Dotation pour risques de mise en jeu des garanties et avals donnés par l'Etat	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000
23.781.6	Titre 6. Autres dépenses	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	40 817 599 288	35 196 191 000	3 367 566 666	38 563 757 666	-2 253 841 622

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
24.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 704 490 688	4 704 490 688	0	4 704 490 688	0
24.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	994 375 000	1 524 375 000	0	1 524 375 000	530 000 000
24.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 090 849 555	1 386 326 532	367 566 666	1 753 893 198	-336 956 357
24.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	33 027 884 045	27 580 998 780	3 000 000 000	30 580 998 780	-2 446 885 265
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	4 991 779 191	1 608 939 191	3 367 566 666	4 976 505 857	-15 273 334
24.787.2	Titre 2. Dépenses de personnel	272 030 100	272 030 100	0	272 030 100	0
24.787.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	605 000 000	0	605 000 000	530 000 000
24.787.4	Titre 4. Dépenses de transfert	31 909 091	31 909 091	367 566 666	399 475 757	367 566 666
24.787.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 612 840 000	700 000 000	3 000 000 000	3 700 000 000	-912 840 000
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	29 327 336 845	27 279 291 580	0	27 279 291 580	-2 048 045 265
24.794.2	Titre 2. Dépenses de personnel	444 892 800	444 892 800	0	444 892 800	0
24.794.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	0
24.794.4	Titre 4. Dépenses de transfert	167 400 000	167 400 000	0	167 400 000	0
24.794.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	28 415 044 045	26 366 998 780	0	26 366 998 780	-2 048 045 265
24.801	Gestion de la radioactivité	178 525 000	292 525 000	0	292 525 000	114 000 000
24.801.2	Titre 2. Dépenses de personnel	40 494 000	40 494 000	0	40 494 000	0
24.801.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
24.801.4	Titre 4. Dépenses de transfert	63 031 000	63 031 000	0	63 031 000	0
24.801.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	114 000 000	0	114 000 000	114 000 000
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	797 199 000	797 199 000	0	797 199 000	0
24.808.2	Titre 2. Dépenses de personnel	672 199 000	672 199 000	0	672 199 000	0
24.808.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	2 720 227 444	2 215 704 421	0	2 215 704 421	-504 523 023
24.815.2	Titre 2. Dépenses de personnel	672 342 980	672 342 980	0	672 342 980	0
24.815.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	219 375 000	219 375 000	0	219 375 000	0
24.815.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 828 509 464	1 123 986 441	0	1 123 986 441	-704 523 023
24.815.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	2 802 531 808	3 002 531 808	0	3 002 531 808	200 000 000
24.822.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 602 531 808	2 602 531 808	0	2 602 531 808	0
24.822.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
24.822.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
25	Santé	191 070 909 996	135 101 993 828	13 348 599 685	148 450 593 513	-42 620 316 483
25.2	Titre 2. Dépenses de personnel	69 308 464 179	68 214 625 579	0	68 214 625 579	-1 093 838 600
25.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	79 364 527 384	41 067 378 091	12 348 599 685	53 415 977 776	-25 948 549 608
25.4	Titre 4. Dépenses de transfert	22 629 624 909	14 876 518 319	0	14 876 518 319	-7 753 106 590
25.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	19 768 293 524	10 943 471 839	1 000 000 000	11 943 471 839	-7 824 821 685
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	91 514 299 395	44 824 461 057	12 348 599 685	57 173 060 742	-34 341 238 654
25.829.2	Titre 2. Dépenses de personnel	16 703 999 291	15 610 160 691	0	15 610 160 691	-1 093 838 600
25.829.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	64 799 064 489	26 501 915 196	12 348 599 685	38 850 514 881	-25 948 549 609
25.829.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 011 235 615	1 211 235 615	0	1 211 235 615	-8 800 000 000
25.829.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 501 149 555	0	1 501 149 555	1 501 149 555
25.836	Offre et accès aux soins	91 084 170 773	81 605 092 943	1 000 000 000	82 605 092 943	-5 979 077 830
25.836.2	Titre 2. Dépenses de personnel	47 816 385 060	47 816 385 060	0	47 816 385 060	0
25.836.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	10 890 462 895	10 890 462 895	0	10 890 462 895	0
25.836.4	Titre 4. Dépenses de transfert	12 609 029 294	13 655 922 704	0	13 655 922 704	1 046 893 410
25.836.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	19 768 293 524	9 242 322 284	1 000 000 000	10 242 322 284	-9 525 971 240
25.843	Lutte contre le SIDA	3 881 227 440	3 881 227 440	0	3 881 227 440	0
25.843.2	Titre 2. Dépenses de personnel	346 867 440	346 867 440	0	346 867 440	0

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
25.843.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 525 000 000	3 525 000 000	0	3 525 000 000	0
25.843.4	Titre 4. Dépenses de transfert	9 360 000	9 360 000	0	9 360 000	0
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	4 591 212 388	4 791 212 388	0	4 791 212 388	200 000 000
25.850.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 441 212 388	4 441 212 388	0	4 441 212 388	0
25.850.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0
25.850.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
26	Sécurité	57 123 104 861	58 208 704 861	0	58 208 704 861	1 085 600 000
26.2	Titre 2. Dépenses de personnel	53 073 104 861	53 073 104 861	0	53 073 104 861	0
26.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 300 000 000	0
26.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
26.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 700 000 000	2 785 600 000	0	2 785 600 000	1 085 600 000
26.857	Gendarmerie nationale	7 400 919 184	7 400 919 184	0	7 400 919 184	0
26.857.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 400 919 184	6 400 919 184	0	6 400 919 184	0
26.857.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
26.864	Police nationale	49 722 185 677	50 807 785 677	0	50 807 785 677	1 085 600 000
26.864.2	Titre 2. Dépenses de personnel	46 672 185 677	46 672 185 677	0	46 672 185 677	0
26.864.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 300 000 000	1 300 000 000	0	1 300 000 000	0
26.864.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
26.864.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 700 000 000	2 785 600 000	0	2 785 600 000	1 085 600 000
27	Stratégie économique	24 861 384 927	34 319 655 462	1 726 697 817	36 046 353 278	11 184 968 352
27.2	Titre 2. Dépenses de personnel	10 320 443 217	10 320 443 217	0	10 320 443 217	0
27.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 888 818 768	3 543 601 939	1 726 697 817	5 270 299 756	1 381 480 988
27.4	Titre 4. Dépenses de transfert	6 105 722 941	6 605 722 941	0	6 605 722 941	500 000 000
27.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 546 400 000	13 849 887 364	0	13 849 887 364	9 303 487 364
27.871	Elaboration et pilotage politique économique	10 869 369 540	19 851 180 020	0	19 851 180 020	8 981 810 480
27.871.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 326 963 128	3 326 963 128	0	3 326 963 128	0
27.871.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 115 665 843	1 415 665 843	0	1 415 665 843	300 000 000
27.871.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 326 740 569	2 526 740 569	0	2 526 740 569	200 000 000
27.871.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 100 000 000	12 581 810 480	0	12 581 810 480	8 481 810 480
27.878	Concurrence et protection consommateur	4 478 555 705	4 041 775 705	420 637 600	4 462 413 305	-16 142 400
27.878.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 818 660 723	2 818 660 723	0	2 818 660 723	0
27.878.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 103 531 982	621 751 982	420 637 600	1 042 389 582	-61 142 400
27.878.4	Titre 4. Dépenses de transfert	556 363 000	556 363 000	0	556 363 000	0
27.878.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	45 000 000	0	45 000 000	45 000 000
27.887	Appui à l'investissement	3 912 558 937	3 883 625 064	1 306 060 217	5 189 685 281	1 277 126 344
27.887.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 021 002 372	1 021 002 372	0	1 021 002 372	0
27.887.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	655 610 757	0	1 306 060 217	1 306 060 217	650 449 460
27.887.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 789 545 808	1 789 545 808	0	1 789 545 808	0
27.887.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	446 400 000	1 073 076 884	0	1 073 076 884	626 676 884
27.519	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des investissements et des partenariats publics privés	436 421 280	601 421 280	0	601 421 280	165 000 000
27.519.2	Titre 2. Dépenses de personnel	295 421 280	295 421 280	0	295 421 280	0
27.519.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	141 000 000	156 000 000	0	156 000 000	15 000 000
27.519.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	150 000 000	0	150 000 000	150 000 000
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	5 164 479 465	5 941 653 393	0	5 941 653 393	777 173 928
27.885.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 858 395 714	2 858 395 714	0	2 858 395 714	0
27.885.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	873 010 187	1 350 184 115	0	1 350 184 115	477 173 928
27.885.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 433 073 564	1 733 073 564	0	1 733 073 564	300 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	10 874 667 432	12 099 667 432	0	12 099 667 432	1 225 000 000
28.2	Titre 2. Dépenses de personnel	9 729 543 152	9 729 543 152	0	9 729 543 152	0
28.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	830 418 280	830 418 280	0	830 418 280	0
28.4	Titre 4. Dépenses de transfert	314 706 000	314 706 000	0	314 706 000	0
28.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 225 000 000	0	1 225 000 000	1 225 000 000
28.892	Fonction publique	3 591 839 911	4 616 839 911	0	4 616 839 911	1 025 000 000
28.892.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 926 343 412	2 926 343 412	0	2 926 343 412	0
28.892.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 790 499	350 790 499	0	350 790 499	0
28.892.4	Titre 4. Dépenses de transfert	314 706 000	314 706 000	0	314 706 000	0
28.892.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 025 000 000	0	1 025 000 000	1 025 000 000
28.899	Modernisation de l'Etat	705 796 468	705 796 468	0	705 796 468	0
28.899.2	Titre 2. Dépenses de personnel	635 796 468	635 796 468	0	635 796 468	0
28.899.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	0
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	6 577 031 053	6 777 031 053	0	6 777 031 053	200 000 000
28.906.2	Titre 2. Dépenses de personnel	6 167 403 272	6 167 403 272	0	6 167 403 272	0
28.906.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	409 627 781	409 627 781	0	409 627 781	0
28.906.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	200 000 000	0	200 000 000	200 000 000
29	Travail, emploi et formation professionnelle	52 105 427 665	46 040 081 989	2 459 125 048	48 499 207 037	-3 606 220 628
29.2	Titre 2. Dépenses de personnel	5 361 623 165	5 361 623 165	0	5 361 623 165	0
29.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 617 511 600	1 798 874 000	834 191 714	2 633 065 714	15 554 114
29.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 840 431 000	3 840 431 000	1 624 933 333	5 465 364 333	1 624 933 333
29.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	40 285 861 900	35 039 153 824	0	35 039 153 824	-5 246 708 076
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	4 715 844 995	3 897 207 395	1 929 025 048	5 826 232 442	1 110 387 447
29.913.2	Titre 2. Dépenses de personnel	3 074 003 395	3 074 003 395	0	3 074 003 395	0
29.913.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 042 511 600	223 874 000	834 191 714	1 058 065 714	15 554 114
29.913.4	Titre 4. Dépenses de transfert	599 330 000	599 330 000	1 094 833 333	1 694 163 333	1 094 833 333
29.920	Formation professionnelle	47 389 582 670	42 142 874 595	530 100 000	42 672 974 595	-4 716 608 075
29.920.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 287 619 770	2 287 619 770	0	2 287 619 770	0
29.920.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 575 000 000	1 575 000 000	0	1 575 000 000	0
29.920.4	Titre 4. Dépenses de transfert	3 241 101 000	3 241 101 000	530 100 000	3 771 201 000	530 100 000
29.920.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	40 285 861 900	35 039 153 825	0	35 039 153 825	-5 246 708 075
30	Dépenses transversales	38 205 389 432	52 863 560 908	0	52 863 560 908	14 658 171 476
30.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	19 886 956 029	33 033 174 541	0	33 033 174 541	13 146 218 512
30.4	Titre 4. Dépenses de transfert	5 211 025 525	3 428 346 793	0	3 428 346 793	-1 782 678 733
30.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	13 107 407 877	14 402 039 574	0	14 402 039 574	1 294 631 697
30.6	Titre 6. Autres dépenses	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	11 589 323 088	15 824 132 332	0	15 824 132 332	4 234 809 244
30.934.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	11 444 998 648	15 679 807 892	0	15 679 807 892	4 234 809 244
30.934.4	Titre 4. Dépenses de transfert	144 324 440	144 324 440	0	144 324 440	0
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	4 812 899 977	12 286 677 727	0	12 286 677 727	7 473 777 750
30.941.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	6 285 577 055	0	6 285 577 055	6 285 577 055
30.941.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 212 899 977	0	0	0	-2 212 899 977
30.941.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 600 000 000	6 001 100 672	0	6 001 100 672	3 401 100 672
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	9 603 338 698	7 717 588 964	0	7 717 588 964	-1 885 749 733
30.948.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 603 338 698	4 700 008 810	0	4 700 008 810	96 670 113
30.948.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 000 000 000	3 017 580 154	0	3 017 580 154	-1 982 419 846
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	2 065 000 000	2 108 365 000	0	2 108 365 000	43 365 000

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
30.962.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 065 000 000	2 108 365 000	0	2 108 365 000	43 365 000
30.969	Dotation pour primes d'assurance	1 400 000 000	1 821 000 000	0	1 821 000 000	421 000 000
30.969.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 000 000 000	1 421 000 000	0	1 421 000 000	421 000 000
30.969.4	Titre 4. Dépenses de transfert	400 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0
30.976	Dotation pour dépenses d'inhumation	1 827 419 792	3 088 415 784	0	3 088 415 784	1 260 995 992
30.976.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	523 618 684	1 838 415 784	0	1 838 415 784	1 314 797 100
30.976.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 303 801 108	1 250 000 000	0	1 250 000 000	-53 801 108
30.983	Dotation pour aides aux familles	1 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	0
30.983.4	Titre 4. Dépenses de transfert	1 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	0
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	500 000 000	984 022 353	0	984 022 353	484 022 353
30.990.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	484 022 353	0	484 022 353	484 022 353
30.990.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	4 007 407 877	3 384 958 524	0	3 384 958 524	-622 449 353
30.997.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	4 007 407 877	3 384 958 524	0	3 384 958 524	-622 449 353
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	1 250 000 000	2 498 400 224	0	2 498 400 224	1 248 400 224
30.998.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	250 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	750 000 000
30.998.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 498 400 224	0	1 498 400 224	498 400 224
30.955	Dotation pour divers contentieux	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000
30.955.6	Titre 6. Autres dépenses	0	2 000 000 000	0	2 000 000 000	2 000 000 000
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	25 261 799 855	30 616 367 024	381 609 500	30 997 976 524	5 736 176 669
31.2	Titre 2. Dépenses de personnel	4 921 609 073	4 921 609 073	0	4 921 609 073	0
31.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 324 819 989	1 974 819 989	0	1 974 819 989	-350 000 000
31.4	Titre 4. Dépenses de transfert	2 314 539 267	1 356 459 179	381 609 500	1 738 068 679	-576 470 588
31.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	15 700 831 526	22 363 478 784	0	22 363 478 784	6 662 647 257
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	433 553 035	62 964 800	0	62 964 800	-370 588 235
31.285.2	Titre 2. Dépenses de personnel	12 964 800	12 964 800	0	12 964 800	0
31.285.4	Titre 4. Dépenses de transfert	420 588 235	50 000 000	0	50 000 000	-370 588 235
31.296	Autorité de Régulation et de Transports Ferroviaires	14 614 047 908	21 544 228 523	381 609 500	21 925 838 023	7 311 790 114
31.296.4	Titre 4. Dépenses de transfert	470 359 239	88 749 739	381 609 500	470 359 239	0
31.296.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 143 688 669	21 455 478 784	0	21 455 478 784	7 311 790 114
31.298	Autorité Nationale de Vérification et d'Audit	2 905 882 353	2 700 000 000	0	2 700 000 000	-205 882 353
31.298.2	Titre 2. Dépenses de personnel	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0
31.298.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.298.4	Titre 4. Dépenses de transfert	705 882 353	500 000 000	0	500 000 000	-205 882 353
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	556 465 440	556 465 440	0	556 465 440	0
31.250.2	Titre 2. Dépenses de personnel	27 000 000	27 000 000	0	27 000 000	0
31.250.4	Titre 4. Dépenses de transfert	529 465 440	529 465 440	0	529 465 440	0
31.255	Centre Gabonais des Elections (CGE)	598 544 800	498 544 800	0	498 544 800	-100 000 000
31.255.2	Titre 2. Dépenses de personnel	168 544 800	168 544 800	0	168 544 800	0
31.255.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	230 000 000	230 000 000	0	230 000 000	0
31.255.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	100 000 000	0	100 000 000	-100 000 000
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	2 988 350 689	2 456 350 689	0	2 456 350 689	-532 000 000
31.262.2	Titre 2. Dépenses de personnel	1 582 733 689	1 582 733 689	0	1 582 733 689	0
31.262.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	835 617 000	485 617 000	0	485 617 000	-350 000 000

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
31.262.4	Titre 4. Dépenses de transfert	70 000 000	70 000 000	0	70 000 000	0
31.262.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	318 000 000	0	318 000 000	-182 000 000
31.283	Commission Nationale des droits de l'Homme	192 600 000	192 600 000	0	192 600 000	0
31.283.2	Titre 2. Dépenses de personnel	17 600 000	17 600 000	0	17 600 000	0
31.283.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
31.283.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
31.283.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	864 587 846	657 444 989	0	657 444 989	-207 142 857
31.291.2	Titre 2. Dépenses de personnel	23 242 000	23 242 000	0	23 242 000	0
31.291.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	434 202 989	434 202 989	0	434 202 989	0
31.291.4	Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
31.291.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	357 142 857	150 000 000	0	150 000 000	-207 142 857
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	864 000 000	804 000 000	0	804 000 000	-60 000 000
31.295.2	Titre 2. Dépenses de personnel	264 000 000	264 000 000	0	264 000 000	0
31.295.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	0
31.295.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	250 000 000	190 000 000	0	190 000 000	-60 000 000
31.227	Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 243 767 784	1 143 767 784	0	1 143 767 784	-100 000 000
31.227.2	Titre 2. Dépenses de personnel	825 523 784	825 523 784	0	825 523 784	0
31.227.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
31.227.4	Titre 4. Dépenses de transfert	18 244 000	18 244 000	0	18 244 000	0
31.227.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000 000	100 000 000	0	100 000 000	-100 000 000
35	Engagements de l'Etat	370 221 598 500	393 779 870 200	0	393 779 870 200	23 558 271 700
35.1	Titre 1. Charges financières de la dette	293 628 340 620	316 910 763 179	0	316 910 763 179	23 282 422 559
35.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	54 078 257 879	53 864 303 143	0	53 864 303 143	-213 954 736
35.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 700 000 000	8 504 803 878	0	8 504 803 878	-2 195 196 122
35.6	Titre 6. Autres dépenses	11 815 000 000	14 500 000 000	0	14 500 000 000	2 685 000 000
35.556	Dotation aux Engagements financiers de l'Etat	293 628 340 620	316 910 763 179	0	316 910 763 179	23 282 422 559
35.556.1	Titre 1. Charges financières de la dette	293 628 340 620	316 910 763 179	0	316 910 763 179	23 282 422 559
35.559	Remboursements et dégrèvements	54 078 257 879	53 864 303 143	0	53 864 303 143	-213 954 736
35.559.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	54 078 257 879	53 864 303 143	0	53 864 303 143	-213 954 736
35.560	Restructuration des entreprises	8 065 000 000	14 500 000 000	0	14 500 000 000	6 435 000 000
35.560.6	Titre 6. Autres dépenses	8 065 000 000	14 500 000 000	0	14 500 000 000	6 435 000 000
35.561	Appels en Garantie de l'Etat	3 750 000 000	0	0	0	-3 750 000 000
35.561.6	Titre 6. Autres dépenses	3 750 000 000	0	0	0	-3 750 000 000
35.562	Soutien des prix des produits pétroliers	10 700 000 000	8 504 803 878	0	8 504 803 878	-2 195 196 122
35.562.4	Titre 4. Dépenses de transfert	10 700 000 000	8 504 803 878	0	8 504 803 878	-2 195 196 122
	Total budget général	1 835 159 982 661	1 779 337 247 783	62 540 194 989	1 841 877 442 772	6 717 460 111
	Titre 1. Charges financières de la dette	293 628 340 620	316 910 763 179	0	316 910 763 179	23 282 422 559
	Titre 2. Dépenses de personnel	685 100 000 000	684 006 161 400	0	684 006 161 400	-1 093 838 600
	Titre 3. Dépenses de biens et services	286 006 812 468	266 663 550 693	18 326 169 640	284 989 720 333	-1 017 092 135
	Titre 4. Dépenses de transfert	193 688 630 413	172 459 558 840	20 514 570 900	192 974 129 740	-714 500 673
	Titre 5. Dépenses d'investissement	353 310 388 211	302 797 213 671	23 699 454 449	326 496 668 120	-26 813 720 091
	Titre 6. Autres dépenses	23 425 810 948	36 500 000 000	0	36 500 000 000	13 074 189 052
60	Pensions	70 503 914 796	78 256 497 182	0	78 256 497 182	7 752 582 386
60.4	Titre 4. Dépenses de transfert	70 503 914 796	75 256 497 182	0	75 256 497 182	4 752 582 386
60.6	Titre 6. Autres dépenses	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000
60.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	62 478 470 860	69 566 497 182	0	69 566 497 182	7 088 026 322
60.703.4	Titre 4. Dépenses de transfert	62 478 470 860	66 566 497 182	0	66 566 497 182	4 088 026 322
60.703.6	Titre 6. Autres dépenses	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	3 000 000 000
60.710	Pensions spéciales	8 025 443 936	8 690 000 000	0	8 690 000 000	664 556 064

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022			Ecart
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)	Budget y compris ADP	
60.710.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	8 025 443 936	8 690 000 000	0	8 690 000 000	664 556 064
61	Service universel des communications électroniques	2 400 000 000	2 440 800 000	0	2 440 800 000	40 800 000
61.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 400 000 000	2 440 800 000	0	2 440 800 000	40 800 000
61.145	Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 400 000 000	2 440 800 000	0	2 440 800 000	40 800 000
61.145.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 400 000 000	2 440 800 000	0	2 440 800 000	40 800 000
62	Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
62.4	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
62.985	Aide à l'enfance	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
62.985.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
62.986	Aide à la maternité	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
62.986.4	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
63	Promotion du sport	4 757 442 538	4 413 077 812	0	4 413 077 812	-344 364 726
63.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 378 721 269	2 206 538 906	0	2 206 538 906	-172 182 363
63.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 378 721 269	2 206 538 906	0	2 206 538 906	-172 182 363
63.233	Sport pour tous, sport de proximité	2 378 721 269	2 206 538 906	0	2 206 538 906	-172 182 363
63.233.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 189 360 635	1 103 269 453	0	1 103 269 453	-86 091 182
63.233.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 189 360 635	1 103 269 453	0	1 103 269 453	-86 091 182
63.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	2 378 721 269	2 206 538 906	0	2 206 538 906	-172 182 363
63.235.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 189 360 635	1 103 269 453	0	1 103 269 453	-86 091 182
63.235.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 189 360 635	1 103 269 453	0	1 103 269 453	-86 091 182
64	Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 049 400 000	1 342 378 852	0	1 342 378 852	-707 021 148
64.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	683 133 333	447 459 617	0	447 459 617	-235 673 716
64.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 366 266 667	894 919 235	0	894 919 235	-471 347 432
64.433	Production des contenus audiovisuels	1 024 700 000	671 189 426	0	671 189 426	-353 510 574
64.433.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	341 566 667	223 729 809	0	223 729 809	-117 836 858
64.433.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	683 133 333	447 459 618	0	447 459 618	-235 673 716
64.434	Production des contenus cinématographiques	1 024 700 000	671 189 426	0	671 189 426	-353 510 574
64.434.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	341 566 667	223 729 809	0	223 729 809	-117 836 858
64.434.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	683 133 333	447 459 617	0	447 459 617	-235 673 716
65	Formation pour l'emploi	2 449 012 240	4 572 024 690	0	4 572 024 690	2 123 012 450
65.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	816 337 413	1 524 008 230	0	1 524 008 230	707 670 817
65.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 632 674 827	3 048 016 460	0	3 048 016 460	1 415 341 633
65.923	Formation initiale	1 700 702 945	4 367 940 337	0	4 367 940 337	2 667 237 392
65.923.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	612 253 060	1 319 923 877	0	1 319 923 877	707 670 817
65.923.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 088 449 885	3 048 016 460	0	3 048 016 460	1 959 566 575
65.924	Formation continue	748 309 296	204 084 353	0	204 084 353	-544 224 943
65.924.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	204 084 353	204 084 353	0	204 084 353	0
65.924.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	544 224 942	0	0	0	-544 224 942
66	Service public de l'eau et de l'électricité	7 950 000 000	7 973 850 000	0	7 973 850 000	23 850 000
66.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 385 000 000	2 392 155 000	0	2 392 155 000	7 155 000
66.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 565 000 000	5 581 695 000	0	5 581 695 000	16 695 000
66.517	Gestion de l'éclairage public et signalisation des feux routiers	6 900 000 000	6 920 700 000	0	6 920 700 000	20 700 000
66.517.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 070 000 000	2 097 040 000	0	2 097 040 000	27 040 000
66.517.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	4 830 000 000	4 823 660 000	0	4 823 660 000	-6 340 000
66.518	Gestion des installations et des consommations	1 050 000 000	1 053 150 000	0	1 053 150 000	3 150 000
66.518.3	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	315 000 000	295 115 000	0	295 115 000	-19 885 000
66.518.5	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	735 000 000	758 035 000	0	758 035 000	23 035 000
67	Salubrité publique	10 245 920 000	7 200 000 000	0	7 200 000 000	-3 045 920 000
67.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	102 459 200	1 468 033 718	0	1 468 033 718	1 365 574 518
67.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	4 697 166 282	0	4 697 166 282	4 697 166 282
67.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 143 460 800	1 034 800 000	0	1 034 800 000	-9 108 660 800
67.607	Assainissement et gestion des déchets	10 245 920 000	7 200 000 000	0	7 200 000 000	-3 045 920 000

Codes	Libellés	LFR 2021	LFI 2022		Ecart	
			Budget hors ADP	Attributions de produits (ADP)		
67.607.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	102 459 200	1 468 033 718	0	1 365 574 518	
67.607.4	Titre 4. Dépenses de transfert	0	4 697 166 282	0	4 697 166 282	
67.607.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 143 460 800	1 034 800 000	0	-9 108 660 800	
68	Valorisation du patrimoine de l'Etat et contrôle des produits pétroliers	12 163 936 116	16 457 446 920	0	4 293 510 804	
68.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 429 992 033	1 934 737 058	0	504 745 025	
68.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	10 733 944 083	14 522 709 862	0	3 788 765 779	
68.931	Gestion du patrimoine routier	9 884 542 293	13 833 883 438	0	3 949 341 145	
68.931.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 021 242 788	1 500 596 830	0	479 354 042	
68.931.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	8 863 299 504	12 333 286 608	0	3 469 987 104	
68.932	Contrôle de la qualité des produits pétroliers	1 098 282 533	1 531 486 049	0	433 203 516	
68.932.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	113 471 421	161 120 870	0	47 649 449	
68.932.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	984 811 112	1 370 365 179	0	385 554 067	
68.933	Entretien du patrimoine mobilier et immobilier	1 181 111 290	1 092 077 433	0	-89 033 857	
68.933.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	295 277 824	273 019 358	0	-22 258 466	
68.933.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	885 833 467	819 058 075	0	-66 775 392	
69	Financement de l'Habitat	7 786 624 721	8 123 857 615	0	337 232 894	
69.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 557 324 944	1 624 771 521	0	67 446 577	
69.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 229 299 777	6 499 086 094	0	269 786 317	
69.938	Offre de logement	7 630 892 227	7 980 936 895	0	350 044 668	
69.938.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 401 592 450	1 481 850 801	0	80 258 351	
69.938.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	6 229 299 777	6 499 086 094	0	269 786 317	
69.939	Accès au logement	155 732 494	142 920 720	0	-12 811 774	
69.939.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	155 732 494	142 920 720	0	-12 811 774	
70	Développement durable de la pêche et l'aquaculture	0	2 731 800 000	656 900 000	3 388 700 000	
70.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	338 870 000	0	338 870 000	
70.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 392 930 000	656 900 000	3 049 830 000	
70.945	Industrialisation et compétitivité du secteur de la pêche	0	2 562 365 000	656 900 000	3 219 265 000	
70.945.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	169 435 000	0	169 435 000	
70.945.5	Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 392 930 000	656 900 000	3 049 830 000	
70.952	Amélioration de la gouvernance du secteur halieutique	0	169 435 000	0	169 435 000	
70.952.3	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	169 435 000	0	169 435 000	
	Total comptes spéciaux	136 806 250 412	150 011 733 071	656 900 000	150 668 633 071	13 862 382 659
	Titre 3. Dépenses de biens et services	9 352 968 193	11 936 574 050	0	2 583 605 857	
	Titre 4. Dépenses de transfert	87 003 914 796	96 453 663 464	0	9 449 748 668	
	Titre 5. Dépenses d'investissement	40 449 367 423	38 621 495 556	656 900 000	-1 170 971 866	
	Titre 6. Autres dépenses	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	
	Total budget de l'Etat	1 971 966 233 073	1 929 348 980 853	63 197 094 989	1 992 546 075 843	20 579 842 769
	Titre 1. Charges financières de la dette	293 628 340 620	316 910 763 179	0	23 282 422 559	
	Titre 2. Dépenses de personnel	685 100 000 000	684 006 161 400	0	-1 093 838 600	
	Titre 3. Dépenses de biens et services	295 359 780 661	278 600 124 743	18 326 169 640	1 566 513 722	
	Titre 4. Dépenses de transfert	280 692 545 209	268 913 222 304	20 514 570 900	8 735 247 995	
	Titre 5. Dépenses d'investissement	393 759 755 634	341 418 709 227	24 356 354 449	-27 984 691 958	
	Titre 6. Autres dépenses	23 425 810 948	39 500 000 000	0	16 074 189 052	

Article 50 : Aucun budget annexe n'est prévu pour l'année budgétaire 2022.

CHAPITRE 2 : DES PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 51 : Les plafonds d'autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives indépendantes et des institutions sont globalement arrêtés à 104.184 agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à six cent quatre-vingt-quatre milliards six millions cent soixante-un mille quatre cent (684.006.161.400) FCFA.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
15	Primature	885	6 733 995 948
21	Ministère des Relations avec les Institutions Constitutionnelles et les Autorités Administratives Indépendantes	271	1 584 278 780
22	Ministère de la Justice	4 174	22 075 968 916
23	Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte Contre la Corruption	285	2 800 292 943
25	Ministère des Affaires Etrangères	641	7 020 937 786
31	Ministère de la Défense Nationale	22 291	189 098 143 560
41	Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique, du Travail et de la Formation Professionnelle	2 233	16 755 682 909
42	Ministère de l'Intérieur	8 328	5 570 886 786
43	Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	1 430	7 905 869 734
44	Ministère de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des Territoires	181	879 116 920
51	Ministère du Budget et des Comptes Publics	4 404	40 492 643 854
53	Ministère de l'Economie et de la Relance	2 443	17 408 320 969
55	Ministère du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Industrie	2 138	10 924 152 236
56	Ministère du Tourisme	139	1 872 113 604
58	Ministère de la Promotion des Investissement, des Partenariats Public-Privé chargé de l'Amélioration du Cadre des Affaires	40	1 316 423 652
61	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation	1 624	5 913 985 672
62	Ministère des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan Climat et du Plan d'Affectation des Terres	1 479	9 047 129 380
64	Ministère de l'Équipement, des Infrastructures et de l'Aménagement du Territoire	2406	6 525 518 944
65	Ministère du Logement, de l'Habitat et de l'Urbanisme	2002	4 496 780 270
71	Ministère des Transports	3 174	4 148 257 948
67	Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	302	1 442 580 700
68	Ministère du Pétrole, du Gaz, des Hydrocarbures et des Mines	622	4 105 256 092
83	Ministère des Sports, de la Jeunesse chargé de la Vie Associative	359	2 833 241 884
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, du Transfert de Technologies, de l'Éducation Nationale chargé de la Formation Civique	27 368	190 152 834 321
85	Ministère de la Culture et des Arts	1 319	7 206 819 758
91	Ministère de la Santé	12 434	68 214 625 579
93	Ministère des Affaires Sociales et des Droits de la Femme	2 505	11 651 707 380
	Total Ministères	101 069	648 177 566 525

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat (Autorités autonomes et Institutions)

Codes	Libellés	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 018	8 486 769 672
12	Sénat	128	6 214 561 237
13	Assemblée Nationale	814	7 593 361 427
14	Conseil d'État	136	872 586 924
16	Cour Constitutionnelle	99	2 456 934 547
17	Cour des Comptes	269	2 552 467 008
18	Cour de Cassation	360	3 669 145 512
26	Conseil Économique, Social et Environnemental	117	1 160 825 876
27	Haute Autorité de la Communication	87	825 523 784
28	Conseil National de la Démocratie	6	195 818 400
29	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	50	1 582 733 689
46	Centre Gabonais des Élections	19	168 544 800
47	Médiature de la République	3	8 480 000
48	Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	6	23 242 000
49	Commission Nationale de Droits de l'Homme	3	17 600 000
	Total Entités autonomes et Institutions	3 115	35 828 594 876
	Total général	104 184	684 006 161 401

Article 52 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics et assimilés est désormais conditionnée par la preuve de leurs capacités à autofinancer, pendant au moins quinze (15) ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Tous les établissements publics et assimilés sont tenus de déclarer auprès des services du Ministère en charge des Finances, le bilan et les résultats prévisionnels sur une période de cinq (5) ans au moins et les états des dépenses de personnel comprenant les informations ci-après :

- la liste nominative du personnel et la grille salariale ;
- l'état de salaires ou traitements annuels de chaque agent ;
- le plan de gestion prévisionnelle des effectifs sur quinze (15) ans ;
- les fiches de postes de chaque agent.

TITRE II : DES GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 53 : Au titre de l'année budgétaire 2022, l'Etat consent à approvisionner le compte de garanti au bénéfice des créanciers financiers de la société autoroutière du Gabon pour couvrir les financements externes nécessaires à la réalisation des travaux de réaménagement permanents anticipés.

Article 54 : Dans le cadre du contrat de Partenariat Public-Privé signé entre l'Etat, d'une part, et la société Asonha Energie, d'autre part, l'Etat consent à approvisionner au titre de l'année budgétaire 2022 des crédits plafonnés à un montant de deux milliards (2.000.000.000) FCFA dans les livres du Trésor conformément aux dispositions de l'article 38 de la loi organique n°020/2014 susvisée.

TITRE III : DES CONVENTIONS DE PRETS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 55 : Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions est arrêté, pour l'année 2022, à six cent trente-huit milliards huit cent quatre-vingt-treize millions trois cent soixante-dix-huit mille trois cent cinquante-sept (638.893.378.357) FCFA.

Le détail de ces tirages se présente, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs (en millions FCFA)

Créancier	Libellé projet	
I. Tirages prêts projets (a+b)		130 000 564 045
Tirages en cours (a)		124 520 906 688
Agence Française de Développement (AFD)	Programme Investissement Secteur Education (PISE)	11 265 955 951
Agence Française de Développement (AFD)	Réhabilitation du Transgabonais	17 332 113 478
Agence Française de Développement (AFD)	Renforcement des structures sanitaires (PNDS II)	2 166 514 185
Banque Africaine de Développement (BAD)	Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie Gabonaise (PADEG)	1 733 211 348
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui au Programme GRAINE	4 333 028 369
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui Employabilité des Jeunes	17 332 113 478
Banque Africaine de Développement (BAD)	Programme d'Appui au Secteur des Infrastructures au Gabon (PASIG) Phase I	2 599 817 648
Banque Africaine de Développement (BAD)	Programme Intégré pour l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement volet Eau Potable (PIAEPAL)	12 888 955 590
Banque Islamique de Développement (BID)	Aménagement Bassin Versant Terre Nouvelle	5 642 534 538
Banque Mondiale (BIRD)	Développement de la Statistique au Gabon	9 281 810 480
Banque Mondiale (BIRD)	E-GABON	8 666 056 739
Banque Mondiale (BIRD)	Projet Appui Employabilité des Jeunes	12 252 330 999
Banque Mondiale (BIRD)	Renforcement des Capacités Services Ruraux	12 278 043 189
EXIMBANK CHINA	Construction de 3 Centres Formation Professionnelle	5 015 209 348
EXIMBANK CHINA	Route FARASOL MBEGHA	1 733 211 348

Tirages nouvelles conventions de prêts projets (b)		5 479 657 357
Banque Mondiale (BIRD)	Appui sanitaire au Covid-19	69 149 555
Fonds International de Développement Agricole (FIDA)	Projet de Développement Agricole et Rural	1 337 461 134
UKF/SANTANDER	Conception et Réalisation des Travaux d'Amélioration des Conditions de Circulation dans les Communes de Libreville, Akanda et Owendo	4 073 046 667
II. Tirages conventions de prêts programmes		157 461 570 182
Banque Africaine de Développement (BAD)	Appui budgétaire	65 561 570 182
Agence Française de Développement (AFD)	Appui budgétaire Covid-19	30 000 000 000
Fonds Monétaire International (FMI)	Appui budgétaire	54 400 000 000
Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC)	Appui budgétaire	7 500 000 000
III. Tirages sur marché financier régional		349 931 244 130
OBLIGATIONS TRESOR ASSIMILABLES		100 000 000 000
OBLIGATIONS TRESOR PAR APE		251 431 244 130
Total tirages sur financements extérieurs (I+II+III)		638 893 378 357

TITRE IV : DES DONNS

Article 56 : Le niveau des dons est arrêté à vingt milliards cent soixante-sept millions sept cent quarante-sept mille neuf cent cinquante-six (20.167.747.956) FCFA.

Le détail de ces dons se présente, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des dons (en millions FCFA)

Donateur	Libellé projet	Titres	LFI 2022
BANQUE MONDIALE	Projet d'Appui à la Gestion Durable des Ecosystèmes (Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier)	T5	658 441 873
BANQUE MONDIALE	Gestion des Conflits Hommes-Éléphants (GeFACHe)	T4	499 772 120
AFD	Projet d'Appui à la Filière Forêt Bois (PAFFB)	T4	1 142 744 703
AFD	Financement du Projet ELEPHANT	T4	1 800 000 000
AFD	Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)	T4	1 800 000 000
AFD	Arc Emeraude de gestion des aires protégées autour de Libreville	T4	550 325 000
GABON/PERENCO	Gestion des AP, CHE et plateforme pétrolière	T4	419 043 674
GABON/ASHONA	Appui au PNMDG durant les phases des travaux	T4	367 566 666
UN/PNUD	Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)-phase 2	T4	737 433 387
	Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)-phase 3	T4	2 800 000 000
SPACE FOR GIANTS	Atténuation CHE	T4	150 000 000
RAINFOREST TRUST	Extension PNPB	T4	124 050 000
SEA SHEPHERD	Premier sanctuaire pour les requins d'Afrique	T4	386 358 673
GABON/SETRAG	Sécurisation de la voie ferrée	T4	381 609 500
GABON/TOTAL GABON	TGB TGV FF	T4	838 087 349
USFWS/US	Création de Parcs Modèles	T4	2 143 860 495
EXIMBANK CHINA	Base de vulgarisation des techniques agricoles (BVTA)	T5	4 691 623 556
BAD	Appui école des mines et métallurgie de Moanda (PA-E3MG)	T5	676 830 960
Total Dons			20 167 747 956

TITRE V : DES FONDS DE CONCOURS

Article 57 : Le niveau des fonds de concours est arrêté à trente-trois milliards sept cent vingt millions six cent seize mille trois cent quatre-vingt-treize (33 720 616 393) FCFA.

Le détail de ces fonds de concours se présente, en millions FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau détaillé des fonds de concours (en millions FCFA)

Libellés	LFI 2022
Projet : Renforcement des capacités de l'IGAD (PID PIH)	275 000 000
Projet : Eclairage public Port Gentil et Franceville (PID PIH)	3 000 000 000
Projet : Appui à la modernisation du Lycée National Léon MBA (PID PIH)	1 190 989 586
Projet : Appui à la modernisation du Lycée Paul INDJENDJE GONDJOUT (PID PIH)	880 842 519
Projet : Lycée Victor HUGO/Etablissements POG (PID PIH)	390 600 000
Projet : Appui à la modernisation du Lycée Technique National Omar BONGO (PID PIH)	1 255 579 147
Projet : Appui à la modernisation de l'UOB (PID PIH)	1 545 146 808
Projet : Travaux de réhabilitation USTM (PID PIH)	2 300 000 000
Projet : CIRMF (PID PIH)	2 845 800 000
Projet : Bourses Enseignement Supérieur (PID PIH)	237 386 000
Projet : Equipement des centres de traitement Covid-19 (PID PIH)	1 000 000 000
Renforcement du dispositif de riposte Covid-19	1 517 439 000
Projet : CSP POG (PID PIH)	418 500 000
Projet : Institut du Pétrole et du Gaz (PID PIH)	111 600 000
Cap sur l'autonomisation des jeunes au Gabon	1 094 833 333
Projet : Formation déficients auditifs et autistes (PID PIH)	111 600 000
Projet : ONG SSS+ (PID PIH)	111 600 000
Projet : Plateforme sociale (PID PIH)	55 800 000
Projet : Soutien au Samu Social (PID PIH)	221 000 000
Projet : GABON BLEU GABON VERT (PID PIH)	500 000 000
Projet : Protection de la Côte CAP LOPEZ (PID PIH)	1 500 000 000
Projet : Appui à la politique de la pêche	656 900 000
Projet : Maintenance de la route de Mayonami (PID PIH)	300 000 000
Projet : Voiries de l'USTM	1 000 000 000
Projet : Augmentation des capacités du débarcadère de Mayonami (PID PIH)	300 000 000
Projet : Route Ntchengué (PID PIH)	3 400 000 000
Projet : Approvisionnement du Fond Souverain de la République Gabonaise (FSRG)	7 500 000 000
Total général	33 720 616 393

TITRE VI : DES PRETS ET AVANCES

Article 58 : Le cumul de la TVA relative au transport ferroviaire sur le Fret Marchandises, à collecter sur la période nécessaire à compter du 1^{er} janvier 2020, affectée au financement des travaux de réhabilitation des 80 zones instables du Transgabonais s'élève à 8.200.000.000 FCFA à fin 2021. Il reste à collecter 33.800.000.000 FCFA sur une somme initiale 42.000.000.000 FCFA.

Article 59 : Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau résumé des prêts et dépôts

	LFR 2021	LFI 2022	Ecart LFI 2022/LFR 2021	
Prêts et avances	3 000	155 188	152 188	5 073%
Fonds Souverain de la RG	3 000	10 000	7 000	233%
Dépôts BEAC	-	145 188	145 188	-

TITRE VII : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 60 : L'exécution des dépenses au titre des comptes spéciaux, en abrégé CS, et des attributions des produits obéit à la procédure d'engagement-liquidation-ordonnancement-paiement applicable au budget général de l'Etat.

Les virements au titre de l'exécution de l'année en cours, ne peuvent excéder 2% des crédits ouverts et doivent être immédiatement communiqués pour information au Parlement.

Article 61 : La prise en compte d'un projet d'investissement dans la loi de finances ou dans la banque de projets d'investissement public, dont le coût de réalisation est supérieur à vingt milliards (20.000.000.000) FCFA, est conditionnée par la réalisation préalable de l'étude coût-bénéfice.

A cet effet, il est créé une banque de projets d'investissements publics recensant l'ensemble des projets, quel que soit leur mode de financement. Cette banque de projets est un fichier unique de la liste des projets publics ayant fait l'objet d'une étude préalable.

Article 62 : Toute personne dépositaire de l'autorité publique qui engage l'Etat sans en avoir l'habilitation sera tenue au remboursement des sommes exposées en réparation des dommages causés, conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 63 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions, de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 64 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel et exécutée comme loi de la République.

Fait à Libreville, le 23 mars 2022

Le Président de la République,
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

Le Ministre de l'Economie et de la Relance
Nicole Jeanine Lydie ROBOTY ép. MBOU

Le Ministre du Budget et Comptes Publics
Edith EKIRI MOUNOMBI ép. OYOUOMI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°0095/PR du 23 mars 2022 portant promulgation de la loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution, notamment en son article 17, alinéa 1^{er} ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Est promulguée la loi n°031/2021 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2022.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 23 mars 2022

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

Je désire m'abonner au Journal Officiel pendant :Six (6) mois Un (1) an — Particulier Entreprise Administration

Nom : Prénoms :

Raison Sociale :

Ville : Pays : Boite postale : Tél :

E-mail :

Mode de Règlement :

- Chèque

- Espèces

- Mandat express

- Virement

Date :

Signature :

DESTINATIONS	1 an (en FCFA)	6 mois (en FCFA)
Libreville.....	26.000	13.000
Intérieur Gabon.....	28.000	14.000
Afrique équatoriale, Nigeria, Zaïre.....	30.000	15.000
Autres pays d'Afrique noire francophone.....	31.000	15.000
Autre pays d'Afrique.....	32.000	16.000
France.....	32.000	16.000
Europe.....	36.000	18.000
Amérique, Moyen-Orient.....	40.000	20.000
Asie, Océanie.....	42.000	21.000

BULLETIN A DECOUPER ET A RENVoyer A LA DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
405, AVENUE COLONEL PARANT
BP 563 LIBREVILLE / TEL (+241) 72 01 04

